

T2137-434-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 434 JEUDI 4 MARS 1982 6,00 F



LA FIN DES PRIVILÈGES... C'EST POUR QUAND ?!



FOP-2520

Matériel de propagande

BANDEAUX

Monde libertaire : Lisez le Monde libertaire 0,15 F
F.A. : Radio-Libertaire 0,20 F

AFFICHES

Groupe Malatesta : Autogestion 0,70 F
Groupe de Toulon : Radios libres 0,50 F
Groupe d'Angers : Abstention révolutionnaire, grève gestionnaire 0,60 F
* Groupe Fresnes-Antony : Autogestion 0,50 F
Groupe Sacco-Vanzetti : Le pouvoir est tranquille 0,60 F
Groupe Jacob : Autogestion. Occupez-vous de vos affaires ! 0,50 F
Groupe Sacco-Vanzetti : Halte au flicage des enfants 0,50 F
Monde libertaire : Lisez le Monde libertaire (dessin) 0,50 F
* Monde libertaire (12 pages) : Lisez le ML 0,60 F
* Monde libertaire : En vente chaque jeudi 0,45 F
Groupe Sacco-Vanzetti : Armée, bourreau du peuple 0,60 F
Groupe d'Argenteuil : Unité ouvrière 1 F
Monde libertaire (nouvelle adresse) 0,30 F
Groupe de Marseille : S'abstenir, c'est lutter 0,60 F
* Relations internationales : Pologne 0,70 F

POSTER

U.R. Centre : Le pouvoir est maudit (Louise Michel) 10 F

AUTOCOLLANTS

Groupe d'Evreux : Lisez le Monde libertaire 3 F et 0,40 F
Groupe d'Evreux : A.R. 2 F et 1 F
Monde libertaire : Lisez le ML 1 F et 0,20 F
Groupe de Toulon : Action directe 0,50 F et 0,25 F
Groupe Sacco-Vanzetti : Autogestion 0,10 F et 0,10 F
Groupe de Brest : L'armée, bourreau du peuple 4 F et 2,50 F
Groupe de Brest : Nucléaire 3 F et 2 F
Groupe de Montreuil : Que personne ne décide à notre place 1,50 F et 0,50 F
Groupe de Montreuil : Egalité des revenus 1 F et 0,40 F
Groupe d'Orsay : Lisez le Monde libertaire 0,30 F et 0,12 F
Groupe de Brest : A bas toutes les armées 3 F et 2 F
Fédération anarchiste : Radio-Libertaire 1 F et 0,30 F

Pour les autocollants, le premier prix indiqué est le prix à l'unité au-dessous de 10 exemplaires. Le second au-dessus de 10 exemplaires.

Les commandes sont faites le jour même, sauf rupture de stock. N'oubliez pas les frais de port, 30% de la commande pour les affiches dont le titre n'est pas précédé d'un astérisque. Pas d'envoi au-dessous de 10 exemplaires. En vente sur place à Publico 2 F l'unité de une à dix affiches par type d'affiche.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Liaison Poitiers : permanence le dimanche matin sur le marché couvert de la ZUP de Poitiers.

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.

Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teliier au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens Germain c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 h.

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Fresnes-Antony : le jeudi de 9 h 30 à 11 h 30, le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merieux (tél. (23), 80, 17, 09).

Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences le 1^{er} et 3^e jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.

Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.

Permanences F.A. et GAEL : le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillaouard, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au R.U. B, Campus.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11^e (M^o République) — tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

• Les libertaires et sympathisants FA résidant dans l'île de Corse sont informés qu'une liaison se met en place à Corte. Pour tout contact, écrire à G. Molinari, 6, rue du professeur Santiaggi, Corti.

• Nous sommes heureux de vous informer qu'un groupe s'est créé sur les communes de Garges, Stains, Pierrefitte. Nous invitons les libertaires intéressés à prendre contact avec le groupe, en écrivant aux RI qui transmettront.

• Le groupe FA nantais informe les personnes intéressées qu'il assure deux ventes du ML, le samedi, à 10 h, à la Petite Hollande ; le dimanche, 10 h, à Talensac.

De plus, son adresse est : groupe nantais (FA), 6, place de la République, 44200 Nantes.

• Libertaires jurassiens, si la propagande des idées anarchistes vous intéresse, faites-vous connaître en écrivant à la liaison FA du Jura par l'intermédiaire des RI.

• Les personnes désireuses de militer pour l'anarchisme et de former un groupe libertaire sur les secteurs de Tournon (Ardèche) peuvent contacter les RI qui transmettront.

• Nous rappelons qu'un groupe FA est constitué à Caen. Nous appelons tous les sympathisants de la FA à le rejoindre. On peut le contacter à sa table de presse au RU B, le vendredi midi, sur le marché St-Pierre le dimanche matin.

• Un groupe d'expression et d'activités anarchistes est en formation sur Versailles et sa région. Si la propagation des idées anarchistes vous intéresse, écris aux RI qui transmettront.

• Les sympathisants libertaires intéressés par la création d'un groupe sur Boulogne-Billancourt peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• A Brest, le groupe « Les temps nouveaux » vient de se constituer. Il invite tous ceux et celles qui le veulent à rejoindre la lutte pour le développement et l'implantation de l'anarchisme, le renforcement de la Fédération anarchiste sur Brest et la région. Pour tout contact, tu peux écrire à CEL, BP 728 Brest Pilier Rouge, 29277 Brest Cedex ou à Fédération anarchiste, Relations Intérieures, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publ Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

ROCHEFORT

Le groupe M. Bakounine (Rochefort-Marennes) organise une réunion-débat sur le thème : *Contraception masculine, révolution sexuelle, révolution sociale*, le vendredi 5 mars à 21 h, au local du planning, 40, rue Audry de Puyravault, à Rochefort.

ÉVREUX

• Vous pourrez prendre contact avec les militants du groupe d'Evreux pendant toute la durée du « Festival Couté, jusqu'au 13 mars. Permanence du groupe d'Evreux le 25 à partir de 18 h 30, salle 3, derrière la mairie d'Evreux.

• Vous pouvez vous procurer les éditions du Monde libertaire et de divers groupes de la Fédération à la librairie Dubois-Deshayes.

• Le rayon anarchisme de la bibliothèque municipale devra prochainement s'agrandir, avec des ouvrages provenant de Publico. En attendant, vous pouvez toujours y lire Le Monde libertaire (pour vous donner envie de vous y abonner), et très bientôt Volonté anarchiste et La Rue.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis
de 17 à 19 h
à la librairie La Tête en Bas
17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis
de 14 à 15 h
à Publico
145, rue Amelot, Paris 11^e

Tous les mardis
de 18 à 19 h
tous les vendredis
de 19 à 20 h
26, rue du Wab-Billy
Metz - Tél. : 74.41.58

RIS-ORANGIS

Le Centre de Documentation anarchiste (CDA) du groupe libertaire de Ris-Orangis ouvre ses portes : journaux et revues libertaires, affiches, posters, prêts gratuits de livres. Tous les samedis de 14 à 16 h. Notre adresse : CDA, co CAES, 1, rue E. Bonté, 91130 Ris-Orangis (à côté de la gare).



Sommaire

PAGE 2
Activités des groupes FA

PAGE 3
En bref

Les grandes manœuvres de l'armée
Etat de siège
Expression, répression
Du côté du Carnet

PAGE 4
En bref

Restau « sympa »...

Régularisation, répression

PAGE 5
Artisans et ethnocide

La solidarité au BHV...

Le cléricanisme reste le cléricanisme

PAGE 6
Radio-Libertaire et les médias

Nationalisations, pour quoi faire ?

PAGE 7
Le balai des PDG...

PAGE 8
La charge des yankees

Stratégie du massacre

PAGE 9
Informations internationales

PAGE 10
Le congrès de St-Imier

PAGE 11
Spectacles

PAGE 12
Une certitude, les impôts...

De chacun selon ses capacités...

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amelot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Cheque postal Cheque bancaire Mandat lettre

Reglement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

en bref...en bref...

• Au cours de la « fameuse » rencontre PS-CGT, Lionel Jospin a émis une pensée forte :
« Il n'est pas question, pour nous socialistes, de vouloir gérer la crise aux dépens des travailleurs, mais nous devons gérer l'économie du pays, alors qu'elle est en crise. »
Ah, jésuitisme, quand tu nous tiens !...

• Le secrétaire du Parti radical italien, Marco Pannella, a participé récemment au congrès du MSI (néo-fasciste).
Ce haut fait a fait dire à Bernard Henry-Lévy que « l'on a là un nouvel exemple (...) de cette décomposition accélérée d'une pensée libertaire de plus en plus tentée, à nouveau, par les démons du néo-fascisme. »
Comme quoi un nouveau philosophe cache bien souvent un vieux con.

• Les Amis de la Terre d'Issy et l'Union pacifiste région parisienne organisent une soirée-débat avec la projection de
Tahiti, derrière le rideau de fleurs, de Martin Figère et
Docteur Folamour, de Stanley Kubrick, le 9 mars à 20 h 30, à la MJC d'Issy-les-Moulineaux, 31, bd Gambetta, métro Corentin Celton.

Le comité et la coordination antinucléaire de Golfech, soutenus par la Coordination nationale antinucléaire et le mouvement Larzac, appellent tous ceux qui luttent contre le nucléaire civil et militaire à participer aux états généraux du nucléaire les 13 et 14 mars 1982, à Golfech. Cette participation peut se faire à deux niveaux : d'abord par l'envoi de contributions et de réflexions, ensuite par la présence aux débats à Golfech.

Expression, répression

Jeu 18 février, des militants du groupe libertaire de Versailles sont interpellés vers 23 h 15 par la police durant un collage concernant la Pologne, mais aussi l'autogestion. Ils ont été conduits de suite au SRPJ pour y subir les formalités d'usage : contrôles d'identité, procès verbaux... Les faits étant survenus 48 heures après les trois attentats revendiqués par les autonomistes corses, les autorités, encore sur le qui-vive, se sont empressées de faire une assimilation prouvant ainsi leur méconnaissance certaine du mouvement libertaire et la répression systématique vis-à-vis d'une organisation lorsqu'elle ne s'inscrit pas dans une idéologie réformiste.

Nous ne pouvons que dénoncer ces actes prouvant, s'il en était encore besoin, que l'Etat, qu'il soit de droite ou de gauche, n'est que le faire valoir de la minorité possédante soucieuse d'enfermer la liberté d'expression dans un ghetto inacceptable. Nous refusons l'équation qui consiste à rendre la liberté d'expression proportionnelle aux moyens financiers. Nous continuerons par nos actes et nos écrits à lutter pour une totale liberté d'expression, celle-ci étant une des conditions de l'émancipation de l'individu.

Groupe libertaire de Versailles

DÉBUT janvier, le préfet de région décide de faire effectuer des sondages au Carnet, près de Paimboeuf et au Pellerin, pour le compte d'EDF, pour choisir un de ces sites pour l'implantation d'une centrale nucléaire.

L'affiche publique a été apposée dans les mairies de Saint-Viaud et de Frossay pour le site du Carnet. Pour le site du Pellerin, Cheix a refusé de l'afficher et celle du Pellerin a été détruite aussitôt apposée.

Les sondages devaient commencer le mardi 26 janvier, mais la route d'accès au site était barrée et gardée par des antinucléaires. Palabres avec les ingénieurs EDF, un huissier, des officiers de gendarmerie et enfin le sous-préfet : on ne passe pas.

Le lendemain et le surlendemain : même scénario, mais sans sous-préfet. Une tentative d'installer une foreuse a échoué, les opposants s'attaquant au matériel.

Vendredi 29, les gendarmes mobiles occupent le terrain, mais juste une petite journée. La foreuse fait un petit trou et puis s'en va.

Le samedi, on fait une réunion-fête à Saint-Viaud, qui attire un millier de personnes, chiffre considérable si on tient compte qu'aucune publicité n'avait été faite, que la population nantaise n'était pas sensibilisée et que celle du canton est plutôt réticente ou craintive.

LES GRANDES MANOEUVRES DE L'ARMÉE

Le lundi, mobilisation des opposants, dès deux heures du matin. On creuse des tranchées et on érige des barricades, mais point de foreuse. La plupart des gars, crevés, ne reviennent pas le mardi, et l'armée se déploie en force devant 15 militants : autos-chenilles blindées de reconnaissance en tête, suivies d'un bulldozer qui nettoie tout sur le passage, de camions qui déversent des gravillons dans les tranchées, puis nombre impressionnant de camions chargés de gardes mobiles, et enfin deux sondeuses. Ils occupent le terrain et y déploient des chevaux de frise, ils bloquent tous les chemins vicinaux. Toute circulation est stoppée et chaque personne est contrôlée par un ou deux gendarmes. Les relèves se font à des heures différentes, les parcours d'accès sont modifiés à chaque fois. Le grand jeu !

Et, en face, chaque jour, quelques dizaines de militants des comités. Les gens travaillent et ne peuvent consacrer leur temps à tenir compagnie à l'armée. De plus, c'est à 50 kilomètres de Nantes par la route, il pleut et il fait froid et de toute façon, on ne peut entraver les travaux qui se poursuivent nuit et jour (les 3 x 8) sous le faiseau des projecteurs.

Aucun cultivateur n'a autorisé l'EDF à venir sonder sur sa terre, mais on n'en tient pas compte. Quelques pro-nucléaires dans le coin, avec la bénédiction des autorités, sèment la peur parmi la population : pneus d'autos crevés, roues de voitures desserrées, incendie d'une voiture, intervention en pleine nuit dans les cours des fermes, écoute des communications téléphoniques. Même un demi-fou qui tire des coups de fusil sur les gens qui passent devant chez lui. La gendarmerie prévenue n'est pas intervenue, n'a pas confisqué le fusil du forcené. Le maire répond : « C'est bien fait pour leurs gueules » (maire RPR, directeur de l'école des curetons de Saint-Viaud). Un vrai climat de terreur fasciste.

Au début, les cultivateurs étaient favorables au comité. Depuis, ils restent chez eux et se taisent. Un comité de défense du canton de Saint-Père-en-Retz s'est créé, qui multiplie les informations, les réunions, projections de films, aidé par le comité de Saint-Nazaire, les comités de la région nantaise et ceux de Plogoff qui se déplacent souvent.

Ici, on considère que la Loire-Atlantique est en Bretagne. Les Bretons ne veulent pas de nucléaire chez eux, donc pas non plus dans le pays de Retz et petit à petit toute la Bretagne se mobilise comme à Plogoff.

Pour protester contre les intentions d'EDF, nous avons appelé à une manifestation sur le site, dimanche 14 février (1 500 personnes). Tout se passait bien de 11 à 16 heures. Notre colonne était arrêtée par des gendarmes en tenue de combat. On discutait, on parlait : attitude non agressive. Mais, de volonté délibérée, l'armée a balancé des grenades et a chargé. On se regroupe et, à nouveau, grenades et charge. C'est alors que des copains ont balancé des pierres et ça a été la grosse

Des renforts importants sont arrivés qui encerclent des groupes de manifestants. Deux blessés du côté de l'armée, un gendarme qui s'est foulé la cheville et un audacieux qui s'est pris des coups de fourche d'un paysan. De notre côté, des arcades sourcilères et des crânes fendus par les tirs tendus de grenades. Un cultivateur handicapé, qui se déplace avec des cannes, a été sauvagement frappé et piétiné (trois points de suture à la tête). C'est l'animateur du comité ! Une de ses cannes tordue par une grenade. Des gars tabassés et emmenés, l'autocar de Plogoff incendié... Ce qui est à noter, c'est la provocation de l'armée, commandée par des fachos et qui sont heureux de cogner, afin de déconsidérer le parti au pouvoir qui les commande : « Vous avez voulu le changement, eh bien, vous l'aurez ! »

S'ils avaient voulu laisser passer la manif (tout en gardant strictement le chantier) on serait arrivé au bout du chemin et on se serait dispersé. Mais l'armée voulait casser de l'écolo et emmerder le pouvoir. Elle n'a réussi qu'à galvaniser la volonté des opposants qui vont multiplier les actions les jours qui viennent.

Dimanche prochain, nouvelle manifestation sur le site et le dimanche suivant également, si les sondages ne sont pas terminés.

Ensuite, EDF parle d'investir Le Pellerin, mais là, ils trouveront à qui parler car les comités qui luttent depuis sept ans pour la défense de l'environnement, ils ont déjà subi l'épreuve du feu et ont de l'entraînement.

Bien sûr, en multipliant les troupes d'intervention et les jets de grenades, ils peuvent y arriver, mais le pouvoir prendra-t-il le risque d'un deuxième Plogoff ?

En attendant, on fait silence sur les événements du Carnet, les journaux ni les radios n'en soufflent mot. Nous avons besoin de l'aide de tous les camarades. Diffusez nos informations, faites connaître notre combat et venez y prendre part !

JAKEZ

Editorial

« **E** GALITÉ » est inscrit sur le fronton de notre République. Mais les privilèges, sous toutes leurs formes, demeurent entiers, privilèges de classe, privilèges de castes. Notre siècle d'égalitarisme n'aura eu comme conséquence que de généraliser la domination étatique et l'exploitation capitaliste. Quoi qu'on en dise, hiérarchie et privilège restent les piliers de notre organisation sociale.

Pendant des années, des fantoches de tout bord nous ont promis en échange de la paix sociale, à défaut d'égalité, la « richesse » ou tout au moins l'aisance pour tous. « Vaincre la pauvreté dans les pays riches » n'aura été qu'un beau slogan publicitaire s'effritant au rythme de l'affrontement de classes que l'approfondissement de la crise sociale mettait au grand jour.

Aujourd'hui, les socialistes s'y essaient à leur tour. Gommer les inégalités les plus criantes, ici ou là, davantage de justice, de participation... en employant les mêmes moyens que d'autres réformateurs sociaux ont employés avant eux, et qui sont inopérants. On ne réforme pas un édifice social lézardé et pourri, mais on l'abat et on en construit un autre avec des matériaux nouveaux. Oui, il faut combattre toute hiérarchie et tout privilège. Liberté et égalité pleines et entières pour tous les individus, voilà ce que continuent à revendiquer les anarchistes. A nous de les conquérir, en sachant que tout résidu d'inégalité économique engendre un pouvoir politique et que tout résidu de pouvoir engendrera des nouvelles inégalités sociales.

ÉTAT DE SIÈGE

JEUDI 11 février, monsieur Gaston Deferre, ministre de l'Intérieur, se rend à Charleville-Mézière, chef-lieu des Ardennes, pour inaugurer la nouvelle salle du Conseil général. Vous allez me dire : qu'y a-t-il d'extraordinaire à cela ? Rien. Surtout pour Gaston pour qui tout a dû se dérouler dans le plus grand calme, ou moins à l'intérieur de son périmètre défendu par quelques 700 CRS.

Hé oui, la visite-éclair du ministre socialiste n'a pas hésité à « inviter » les garnisons de CRS de Reims, Charleville, Thionville et Strasbourg, en plus de deux escadrons de la gendarmerie mobile et d'une centaine de fonctionnaires de la police urbaine. Spectacle insolite pour la population locale, agrémenté d'une façon sonore par quelques hélicoptères tournant au-dessus de la ville. Des barrages de barbelés interdisaient l'entrée de la ville aux 800 personnes venues manifester avec la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

Pendant ce temps, la gare et les trains étaient occupés par une centaine de sidérurgistes de la Chiers (une usine de Vi-

reux située à quelques kilomètres de Charleville) qui furent évacués par une centaine de CRS.

Il est évident que cette journée-là, les habitants avaient intérêt à rester chez eux. Certains ont osé sortir pour acheter une boîte d'allumettes, mais attention, il fallait montrer ses papiers aux forces de l'ordre. Un habitant a voulu traverser un barrage pour se rendre chez son médecin : refus des CRS ; on lui a répondu que s'il voulait aller chez le toubib, il n'avait qu'à prendre une ambulance. Un autre, d'une soixantaine d'années, s'est fait accompagner jusque chez lui par un CRS, afin qu'il montre ses pièces d'identité.

Après l'inauguration et une rencontre avec les syndicats... de policiers, le ministre s'est envolé de la ville par hélicoptère. Nous rappelons que Charleville est le chef-lieu des Ardennes où se trouve Chooz et où les CRS aiment également se rendre. Ce déploiement de forces de l'ordre est encore un bel exemple des moyens par lesquels le gouvernement désire faire régner la « paix sociale ».

Groupe F.A. de Reims

Encore du côté du Carnet

Dimanche 21 février, malgré le boycott de la presse, une nouvelle manifestation a réuni 1 500 personnes au Carnet. Les habitants de Plogoff ne sont pas là, cette fois. Mais il y a beaucoup de gens des environs immédiats. Les forces de l'ordre vont attaquer et disperser rapidement la manifestation. Il y aura trois blessés, dont l'un à l'œil, parmi les manifestants, et neuf parmi les gendarmes. Parmi les véhicules militaires venant du Carnet, il y avait deux ou trois blindés.

Comme pour Plogoff, il faut que l'information se développe à travers toute la France, car actuellement la presse fait barrage. Pour s'en convaincre, il suffit d'écouter Télé-Pays-de-Loire qui, lorsqu'elle parle du Carnet, ne donne la parole qu'à des pronucléaires.

Daniel HONGUET

en bref...en bref...

• Le CISIA, Comité d'information et de soutien aux Indiens d'Amérique vient de sortir un feuillet d'information sur les dernières nouvelles en provenance des Indiens d'Amérique. Pour tout renseignement : CISIA, 2 A, bd Sourdil, 44000 Nantes.

• Etats-Unis : le Syndicat des travailleurs de l'automobile (VAW) a signé avec Ford un accord (historique) de principe : contre la promesse patronale de ne pas licencier, les travailleurs abandonneraient :
- l'augmentation des salaires durant neuf mois ;
- neuf jours de congés payés ;
- les primes pour le travail du dimanche ;
- les augmentations liées à la hausse du coût de la vie 1982.

Victoire
chez Harry's

La grève, après 25 jours d'occupation des locaux, a abouti le 26 février à 15 h par un accord conclu entre les grévistes et la direction. La majeure partie des revendications ont été satisfaites, notamment :

- celle portant sur les 39 h avec augmentation effective des salaires ;
- 2 jours consécutifs de congés hebdomadaires ;
- la reconnaissance du taux horaire du travail de nuit.

Mais le succès sera complet, quand les promesses de la direction seront tenues, c'est donc à l'heure de la reprise du travail que va commencer la véritable lutte dont les préambules s'achèvent avec la grève. Une longue et difficile tâche se dessine en perspective, mais nous serrons les coudes et gardons bon espoir.

C'est collectivement que l'on améliore son avenir, nous venons de le prouver... Donc à la prochaine grève !

Un gréviste

RESTAU « SYMPA »
ET « PAS CHER » !

Ce n'est pas ce que nous disent les travailleurs immigrés du restaurant Istanbul à Paris, en grève avec occupation depuis 36 jours, ni ceux des « Byzantins » et des « Deux Byzantins », toujours à Paris et en grève également avec occupation depuis le 12 février 1982. Le mot d'ordre est le même dans les trois établissements : « Non au travail clandestin ».

Pour ces travailleurs immigrés en lutte, il s'agit d'obtenir un statut de travailleurs en règle qui les sortira de la situation clandestine dans laquelle ils se trouvent actuellement. Les patrons de ces restaurants refusent de le déclarer, bien qu'ils aient obtenu leurs papiers. Eux n'acceptent plus de travailler comme par le passé, au noir ; ils refusent le chantage à la fermeture, qui est classique dans les petites boîtes.

Des luttes actives dans un secteur passif, animées par les plus défavorisés, cela amène plusieurs réflexions. Ils ont montré leur solidarité de classe : au restaurant « Istanbul », ce sont des Turcs, et ils sont venus prêter main forte aux Tunisiens des « Byzantins ». Ils étonnent par leur efficacité et leur détermination, peut-être parce qu'ils ont dû, une première fois, se sortir de leur insupportable misère, pour revendiquer une dignité d'hommes. C'était la lutte des sans-papiers (lutte qui se poursuit). Rien que dans ce secteur d'activités, le syndicat CFDT de l'hôtellerie a déposé depuis juillet plus de 400 dossiers.

Le Monde libertaire et Radio-Libertaire ont déjà évoqué les problèmes que rencontrent les travailleurs pour leur régularisation afin de stopper, par des actions collectives, cette vie souterraine, toujours à la merci du flic, du taulier ou même de n'importe quel quidam, car pas de papiers cela veut toujours dire expulsion.

Aujourd'hui, certains ont la satisfaction d'avoir enfin, non sans mal, leurs papiers. D'autres, hélas, ne sont qu'au début des difficultés. Leurs patrons s'obstinent à ne pas vouloir les déclarer, les injonctions du syndicat ou de l'inspection du travail ne changeant rien à l'affaire. Dans ce cas, l'alternative au travail clandestin c'est la clandestinité sans travail, car ce genre de patrons ont pris le soin de faire signer à l'embauche une lettre de démission stipulant le paiement du solde de tout compte.

Deuxième cas de figure : s'il n'y a pas d'action collective, les patrons les virent sans ménagement, et parfois le renfort de certains membres du personnel accrochés à leur situation précaire : « Tire-toi, nous ne voulons pas d'emmerdements à cause de toi ; nous ne voulons pas perdre notre boulot. » Isolés, rares sont ceux qui peuvent se battre contre cette forme de terrorisme.

Et enfin, le cas extrême, radical celui-là : la fermeture de l'établissement, car tout le personnel est clandestin. Pour faire face, une des premières difficultés pour les travailleurs, est de retrouver leur patron, le vrai. Souvent ce ne sont que prétextes avec des adresses bidons, même sur des papiers officiels déposés au Tribunal du Commerce. Cette mafia est très organisée avec plusieurs restaus, généralement « sympas » et « pas chers ». Vous connaissez, Quartier latin, Saint-Germain, Saint-Michel, les boulevards... Ils servent à replacer du fric gagné ailleurs au noir. C'est la quadrature du cercle.

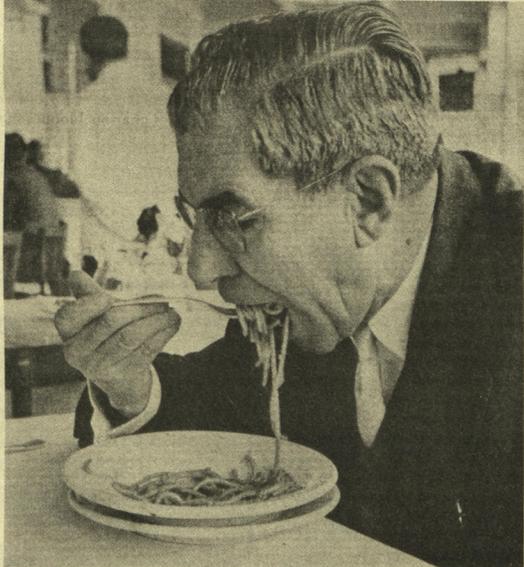
Ces cas concrets doivent servir d'exemples. Les travailleurs acculés passent à l'action et ici à l'action directe, hier pour leurs papiers, maintenant pour leurs droits et leurs revendications. Au restaurant « Istanbul », ils demandent : 44 heures par semaine et non 60 ou 70 ; 2 jours de repos hebdomadaires consécutifs et non un de temps en temps ; 4 000 francs par mois.

Il faut savoir que d'autres établissements risquent de suivre prochainement. La chambre patronale, inquiète de la tournure des événements, semble prête à négocier avec la CFDT sur le problème des fermetures. Ce syndicat demande, en cas de fermeture justifiée, l'inscription aux ASSEDEC comme demandeurs d'emploi et six mois de salaire d'indemnité ou, si la fermeture ne se justifie pas, la création de SCOP (coopératives).

Nous soutenons ces travailleurs et leurs actions. Nous devons même les encourager car la presse garde le silence. Aux conférences de presse du syndicat hôtelier, personne n'est venu.

« Gaffe au restau sympa et pas cher ! » Les travailleurs nous répondent : « Moins c'est cher, plus l'exploitation est grande. » Alors, dilemme de classes pour les fauchés ?

Gil

Régularisation
répression

NOS camarades immigrés avaient jusqu'au 15 janvier pour se faire enregistrer et déposer des mandes pour pouvoir vivre et travailler en France. Qu'en est-il aujourd'hui ?

La première commission s'est tenue au Havre (c'est un exemple). Il en ressort que rien, ou très peu de choses, n'a changé. Ces commissions, dites de régularisation, sont composées d'un membre de la préfecture, d'un membre de la direction régionale de l'emploi et d'un représentant du ministère du Travail. Véritable petit « tribunal » face à des immigrés qui peuvent se faire assister par une organisation syndicale ou par une organisation humanitaire (au Havre, le MRAP).

La commission, il semble que cela soit une constante, n'a guère changé par rapport aux anciennes méthodes. A un paternalisme bon enfant vis-à-vis des travailleurs noirs-africains, elle oppose une rigueur inflexible vis-à-vis des travailleurs arabes ou maghrébins.

Rien de nouveau sous le soleil, le racisme en France est toujours à deux vitesses si l'on ose dire, et l'esprit revanchard vis-à-vis des Algériens est toujours aussi fort, même si la guerre d'Algérie est loin. De plus, très peu de travailleurs clandestins ont fait la demande de régularisation (10%), et de nombreux immigrés sont maintenant dans une position encore plus difficile, s'il était possible !

Un premier conseil à donner autour de nous : qu'ils n'aillent plus se faire enregistrer dans les commissariats, cela ne servirait qu'à les fichier et les fliquer, si ce n'est pire, au cas où le gouvernement donnerait des instructions de refoulement. Seule l'action directe (comme à Nîmes) peut encore leur être utile, et qu'ils sachent que dans tous ces cas-là les anarchistes seront près d'eux.

Mais un point de la loi sur les travailleurs immigrés me semble devoir retenir tout particulièrement l'attention. Il s'agit de l'article 35 bis qui légalise l'internement administratif par ce que le projet appelle tour à tour par de doux euphémismes : « maintien à disposition » et

« rétention ». Ce n'est, en définitive, que la détention pendant six jours, en dehors de toute légalité. Je vous livre ce tissu de bêtises dont la gravité, hélas, enlève tout le comique du jargon judiciaire :

- le projet de loi unifie les dispositions de l'article 5-2 et des articles 71 et 72 de la loi Sécurité et Liberté ;

- l'internement administratif s'applique désormais à tout étranger dans l'impossibilité de quitter le territoire par suite d'une décision de refus d'entrée, de refoulement et d'expulsion... ;

- la durée des mesures prononcées ne peut excéder six jours.

Nous savions, nous anarchistes, que la justice était une vieille dame gangrenée ; mais que les sociaux nous pondent de telles saloperies ne peut que nous confirmer leur hypocrisie et leur profond mépris des idées humanitaires qu'ils prétendent défendre. Même le très bourgeois syndicat de la Magistrature s'est élevé contre cette nouvelle loi scélérate (elles le sont toutes).

Je voudrais terminer par « l'affaire de Nîmes ». Des Tunisiens et des Marocains occupent la cathédrale de cette ville. A cela, les sbires de Ducon Bourget et de monseigneur Lefèvre, intuitifs pour l'occasion les Amis de Jehanne (d'Arc, vous savez, la pucelle ?) ont envahi la cathédrale, fait le salut hitlérien et demandé quoi ? : l'expulsion, bien sûr, mais aussi, et cela devient du plus haut comique, une messe spéciale prévue dans le Droit Canon pour laver le « lieu saint » de la souillure des infidèles. Sinistre, n'est-ce pas, mais le fait que de tels rituels existent encore dans une Eglise qui se veut moderne montre bien le degré de cette modernité.

Nous, militants de la Fédération anarchiste, ne pensons pas qu'il y ait « souillure » au contact du différent, mais bien enrichissement de par la rencontre de coutumes, de cultures et de vécus différents, et seront, s'il était nécessaire, du côté des « souilleurs » de cette secte réactionnaire et obscurantiste.

J.-C. BARRETTE
(Groupe du Havre)

ARTISANS ET ETHNOCIDE



DEPUIS l'attentat de Rome, le pape avait été contraint de garder quelque peu la chambre. Mais la convalescence allant bon train, il a décidé de faire une sortie. La « promenade » l'a conduit cette fois-ci sur le continent africain. Thème de la tournée (entre autres) : la mission. « L'Eglise, a-t-il rappelé, respecte la culture de chaque peuple... En proposant le message évangélique, elle vient apporter le Christ et non pas la culture d'une autre race. »

L'Eglise reste donc fidèle à elle-même. Les mêmes raisons ont animé les premiers missionnaires du XV^e siècle quand ils partirent à la conquête morale des civilisations « sauvages » à l'autre extrémité de la terre. Ces conquistadors de l'esprit, très souvent doublés de conquérants de richesses naturelles, ont pourtant bien décimé des populations entières. C'est là la logique de toute soif d'expansion territoriale. Cette volonté d'hégémonie de la religion chrétienne est ponctuée par les massacres des autochtones. C'est en ce sens que les

missionnaires sont les prédateurs les plus dangereux.

Or, que signifie la mission ? Au sens premier du terme : évangéliser, apporter le message du Christ. Cette œuvre morale s'efforce donc de substituer aux croyances barbares et païennes la religion de l'Occident. La démarche évangélicatrice implique deux certitudes : tout d'abord le refus de la différence, d'où rejet du paganisme ; ensuite, si différence il y a, elle peut être atténuée, voire abolie. Dans l'optique du missionnaire, les « sauvages » sont des êtres inférieurs et son devoir est de les civiliser, c'est-à-dire de les imprégner de la morale chrétienne, et par là de la culture occidentale. Pour parachèver cette œuvre, les missionnaires ont orchestré dans un premier temps des génocides (extermination physique de minorités raciales). Mais très vite, ils ont eu recours à un procédé nettement moins voyant — mais tout aussi efficace — l'ethnocide, c'est-à-dire l'anéantissement du système de pensée, de mode de vie, de culture. Cette pratique est encore largement répandue et tend à se développer.

En militant en faveur de la foi chrétienne, les missionnaires sont aussi les partisans d'un système politique conditionné par la morale chrétienne. Ainsi, le chef de l'Eglise catholique a déclaré au cours de son passage à Bénin : « ... Les travailleurs ont le droit de former des syndicats et de demander des conditions de travail correctes, mais ils ont également l'obligation de rendre des services loyaux, tandis que les employeurs ont le droit de recevoir les services pour lesquels ils paient. » Tactique habile pour ménager à la fois l'admiration des milieux démunis et des castes dirigeantes ! Le consensus ainsi maintenu évite tout trouble social.

Derrière l'aspect humanitaire de la mission se cachent des visées autrement plus réjouissantes pour l'Eglise : dans les pays du Tiers-Monde, 15% environ de la population est chrétienne. Les missionnaires ont donc encore du pain sur la planche ! De nouvelles conversions signifient de nouveaux afflux dans les caisses de l'Eglise. Actionnaire, agent immobilier, promoteur, marchand d'armes, l'Eglise a encore de beaux jours devant elle !

Notre volonté est de couper court à ses actions malfaisantes. C'est pourquoi nous devons dénoncer la religion comme instrument de misère et d'oppression, démonter et démystifier l'appareil ecclésiastique et son imagerie désuète.

Martine et Jean-Denis
(Liaison Bas-Rhin)

LE CLÉRICALISME, MÊME OUVRIER, RESTE LE CLÉRICALISME !

C'EST eux qui font passer les théories sociales de l'Eglise dans le mouvement ouvrier par l'intermédiaire des syndicats ont trouvé une bonne raison de justifier l'aménagement du temps de travail.

Un des épigones de Léon XIII (1), Pierre Rosenvallon, auquel le quotidien *Libération* ouvre ses colonnes deux fois par mois, nous livre ses craintes de voir la réduction du temps de travail entraîner des effets « pervers » comme par exemple « la transformation du travail précaire légal en des formes de travail clandestin » ou la croissance « du recours aux sociétés de services. »

Ses angoisses sont certes légitimes, mais ce qui l'est moins, c'est la façon dont il signale une des multiples tares de l'exploitation capitaliste — le travail intérimaire — pour en déduire que cela correspond à un besoin vital du système et qu'il suffit de s'en servir convenablement : « Le développement de l'intérim et des contrats à durée déterminée procède (entre autres) d'un besoin organisationnel » et « Ce besoin (...) est évidemment celui d'une flexibilité accrue des systèmes de production. »

Nous pouvons aussi lire : Le refus de poser à priori la question sur la flexibilité par la classe ouvrière « centrale » a largement contribué à la constitution d'une classe ouvrière « périphérique » totalement soumise à celle-ci. Développer de nouvelles solidarités (sic), pour reprendre l'expression de la CFDT, ce n'est pas uniquement plaider pour un meilleur partage du temps de travail, c'est aussi s'acheminer vers des négociations sur le partage de la flexibilité ! Les discussions sur l'aménagement du temps de travail peuvent en constituer la première forme. »

cet autre ténia du socialisme qu'est le cléricisme — l'un étant le marxisme — avance ses pions dans le but de réconcilier le salariat et le capital sous la houlette de l'Etat. C'est ni plus ni moins ce que l'on appelle le corporatisme.

Il ne faut pas oublier que les premiers syndicats chrétiens étaient les fameux Cercles d'ouvriers catholiques mis en œuvre par Albert de Mun et qui regroupaient patrons et ouvriers. Plus tard, c'est toujours le même comte de Mun qui se ralliera à la formule du syndicat chrétien non mixte impulsé par les frères des Ecoles chrétiennes.

Toutes ces adaptations n'ont fait que rendre l'Eglise plus dangereuse ; à travers toutes ses entreprises, notamment dans les milieux ouvriers, elle tente de faire passer ses idées-force qui sont à l'image de ce qu'ont été ses actes à travers l'histoire, c'est-à-dire mensonges, obscurantisme, fanatisme, dogmatisme, duperie et réaction.

Les premiers syndicats chrétiens étaient des syndicats jaunes et si aujourd'hui la prétraïlle troque sa bure contre des bleus de prolétaires, c'est pour mieux bernier ces derniers.

L'Eglise a toujours fait la putain auprès de tous les pouvoirs, ses théories sont loin d'avoir une quelconque valeur émancipatrice (2) : c'est plus qu'il n'en faut pour lutter partout où elle est présente de manière à détruire son influence néfaste.

Groupe Fresnes-Antony

(1) Le syndicalisme chrétien est autorisé par le vote de la loi Waldeck-Rousseau du 21 mars 1884. Il est promu par le pape Léon XIII pour combattre le syndicalisme hostile à l'Eglise.

(2) Il est intéressant de consulter à ce sujet les encycliques *Rerum Novarum* et *Laborem Exercens*.

LA SOLIDARITÉ N'EXISTE PAS AU B.H.V.

• Mardi 2 février : le service technique du BHV (électriciens, téléphonistes) se met en grève. Les ouvriers veulent faire eux-mêmes leur planning-horaire dans le cadre des 39 heures et refusent que la direction leur impose ses horaires. De plus, ils réclament 500 francs d'augmentation égale pour tous (les ouvriers les mieux payés au BHV gagnent 4 880 francs par mois !). Enfin, ils exigent l'embauche d'un ouvrier supplémentaire. L'après-midi, les peintres les rejoignent (la direction leur impose des réductions d'horaires de 12 minutes par jour, soit juste le temps de se changer !). Enfin, les manutentionnaires, appelés pompeusement agents d'exploitation, déclenchent eux aussi une grève : ils veulent obtenir une compensation de salaires pour leurs heures supplémentaires (pour certains 40 heures supplémentaires par mois !) de 500 francs.

Les manutentionnaires font le boulot le plus dur d'un grand magasin : 8 heures sous terre (2^e et 3^e sous-sols), pas d'aération suffisante, le gel l'hiver, la fournaise l'été, un bruit infernal, un travail crevant : pousser des chariots pleins de marchandises et les monter dans les étages, décharger les camions, etc.), un décor dégueulasse, murs craquelés, la compagnie de rats qui échappent aux produits mis symboliquement ça et là, tout ça sous les ordres d'un chef d'équipe qui colle au décor, mais qui, en plus, a la parole... Pourtant, sans eux, pas de BHV. Pas de manutentionnaires, pas de marchandise, donc pas de bénéfices ! Ils décident donc de bloquer les chariots dans les sous-sols. Or, le BHV est en pleine opération promotionnelle, la « Foire aux Affaires ». La direction fait la gueule, vous comprenez pourquoi !

• Mercredi 3 février : occupation des sous-sols. Quelques vendeuses sont solidaires. Des gens du quartier, informés par Radio-Libertaire, passent nous encourager, c'est chouette ! Les vendeuses qui ont rejoint les grévistes réclament la fermeture du magasin à 18 h 30 le samedi au lieu de 19 h. (Précisons au passage et à titre d'information que le BHV est ouvert les jours fériés). Bref, à part la vente (un comble pour un magasin), un mouvement unitaire semble se dessiner.

• Jeudi 4 février : 400 personnes se réunissent dans les sous-sols occupés. Discours de la CGT : « Nous voulons les 38 heures ! » C'est nouveau, ça ! Personne n'en a parlé avant ! Discours CFDT « Actions pour arriver à une réduction du travail effective ! » C'est vague ! Discours FO « Camarades... », mais tout le monde s'en va. A force de ne jamais rien faire, on finit par se faire récupérer. A la cantine, un délégué CFDT des démonstrateurs explique à qui veut l'entendre qu'il ne fait pas grève et invite les gens à en faire autant. Ce jaune est délégué mandaté, et il n'a jamais foutu les pieds dans le local syndical ! Les copains de la CFDT trouvent-ils ça normal ?

Après réunion, du nouveau : le patron cède sur quelques points : les ouvriers feront eux-mêmes leur planning-horaire. Elle veut négocier, mais cas par cas, et pas question ni d'augmentation, ni d'embauche. Rien pour les manutentionnaires ! A noter cependant que, pour une fois, syndiqués et non-syndiqués s'expriment devant les tauliers. La direction n'acceptant que les délégués syndicaux comme interlocuteurs, elle n'apprécie pas !

• Vendredi 5 février : hélas, la division commence à se faire. Déjà, les vendeurs ne sont pas solidaires du mouvement (ils pensent uniquement à leur chiffre d'affaires). La direction divise les grévistes en négociant service par service. Les clans se forment. Les manutentionnaires qui, eux, durcissent leur action commencent à se sentir lâchés... Les rayons étant toujours vides, les cadres envoient courageusement les vendeuses pour récupérer la marchandise. Elles sont gentiment, mais fermement, réexpédiées dans les étages par les manutentionnaires. Certaines traitent les gars de fainéants ! Furieuse, la direction reconvoque les manutentionnaires. Elle accepte 400 francs de compensation pour les heures supplémentaires. Les manutentionnaires refusent : 500 francs ou rien. La direction hésite. Demain, c'est samedi : la « Foire aux Affaires » va ouvrir ses portes avec des rayons vides ? Et le chiffre d'affaires ? C'est alors qu'elle reçoit un petit mot : les ouvriers des services techniques reprennent le travail. Cette fois, très sûre d'elle, la direction renvoie les manutentionnaires dans leurs sous-sols. Dès lors, tout se précipite. Les cadres se réunissent et, avec certains vendeurs, menacent de descendre récupérer les chariots bloqués manu-militari.

• Samedi 6 février : 8 h 30. Dans une demi-heure, le magasin va ouvrir et les rayons sont vides. Tous les manutentionnaires sont là, bloquant désespérément les sous-sols, même ceux dont le samedi est le jour de repos. Quelques individuels de la CFDT sont à leurs côtés. La direction est sur place. La perspective d'un affrontement entre vendeurs et manutentionnaires semble lui faire peur. Alors les délégués CGT, qui ont repris le travail la veille, interviennent : ils prennent les manutentionnaires un par un en leur disant « Tu vas te faire casser la gueule par les vendeurs, laisse tomber, va, c'est foutu ». Peu à peu, les manutentionnaires, le moral à zéro, désespérés, baissent les bras. Un non-gréviste, plus facho que son chef, ouvre la salle où sont retenus les chariots. C'est la fin.

Le travail reprend, avec la « promesse » d'une compensation des heures supplémentaires de 400 francs. Une victoire, selon la CGT...

Pourtant, malgré l'échec de cette grève, malgré l'attitude odieuse des vendeurs, prêts à frapper d'autres travailleurs pour se faire une bonne paye, les manutentionnaires, pour la première fois, ont appris à dépasser les haines raciales qui les opposaient souvent : Algériens, Yougoslaves, Ivoiriens, Guadeloupéens, Martiniquais, etc., se sont battus côte à côte, et ils ont la mémoire longue. La prochaine fois, ils sauront ce que valent les syndicats chargés de les défendre... et s'ils arrivent à se battre encore ensemble, ils gagneront, cette fois.

Hélène — Vendeuse du BHV et gréviste

NATIONALISATIONS POUR QUOI FAIRE ?

« AVEC la nomination des patrons des entreprises nationalisées, le gouvernement a en main les outils de sa politique. Et n'aura plus de prétexte pour justifier ses échecs éventuels. » Et vlan ! Voilà comment *L'Express* chapeautait l'article sur l'économie française dans son numéro spécial sur l'économie mondiale. L'Etat socialiste contrôle maintenant cinq groupes industriels : la Compagnie générale d'électricité, Péchiney-Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson et 18 banques cotées en Bourse.

Le gouvernement peut, selon lui, infléchir l'économie française dans le sens où il l'entend. Les esprits chagrins, dont nous faisons partie, trouveront déplacé que la voie vers le socialisme passe par la nomination de patrons... Que diable, le parlementarisme mène vraiment à tout ! Il y a une grande pluralité dans ce patronat « nouvelle manière » : un gaulliste, des sbires du régime giscardien (ralliés par pragmatisme !), un socialiste à la Guy Mollet, un ancien de la CFDT, un communiste. C'est vraiment dans la droite ligne du 10 mai ; un rassemblement interclassiste, c'est la « méthode française » pour sortir de la crise.

Malgré cette volonté de « progressisme unitaire », il y a quand même quelques fausses notes par trop criantes. Ainsi, Gandois, qui est PDG de Rhône-Poulenc, est responsable du licenciement de 20 000 travailleurs du textile... Seule, la fédération CGT de l'industrie concernée a protesté, à croire que les autres syndicats pratiquent la solidarité

gouvernementale !

Il est bien loin le temps du Front populaire de 36 où, au congrès de la SFIO (mai-juin 1936), Zyromski déclarait : « Il est évident que nous allons au gouvernement, non pas pour nous contenter de gérer les intérêts de la société bourgeoise, mais pour attaquer la racine, le principe même de la structure du régime capitaliste. »

Maintenant, on ne vous emballe plus le « cadeau », faut prendre tout cru. Les nationalisations, s'il faut en croire les diverses composantes gouvernementales, c'est un grand progrès pour le mouvement ouvrier tout entier. Le fait que le directeur du groupe Thomson-Brandt soit désigné par un gouvernement de gauche fera-t-il cesser l'exploitation des travailleurs de ce secteur ? Nous posons la question... Renault est nationalisée depuis pas mal de temps, et ce n'est pas ça qui a empêché la grogne de s'installer, des ouvriers de se syndiquer, des grèves d'éclater.

Alors, à qui ça profite ? A l'Etat, et peut-être à l'ersatz de socialisme que constitue le capitalisme d'Etat. Où se situent les intérêts des travailleurs, dans ce socialisme où la machine étatique reste en fonction ?

Un peu d'histoire : lisons, par exemple, l'intervention de Perkin au 2^e congrès Panrusse des syndicats (sic) en janvier 1919 : « Le prolétariat... a le choix bien sûr d'élire ses représentants, mais le pouvoir d'Etat, avec son droit de ratifier ou non les élections, agit comme il lui plaît avec nos représentants. » (Rapport sténographié du 2^e congrès Panrusse des syndicats,



Moscou, Editions Syndicales centrales, 1919, I, 34). Déjà deux ans après la révolution d'Octobre, le pouvoir d'Etat imposait sa volonté aux travailleurs ! En 1929, la *Pravda* du 29 septembre entérinait la chose : « Production d'abord (...), la place des syndicats est au premier rang des combattants pour le rythme de production. » Le capitalisme d'Etat à l'eau de rose a, on le voit, de qui tenir.

Lionel Jospin et Jean Poperen, au cours de la convention nationale du PS (14 février), ont appelé à la modération, pas de « maximalisme ». Ils sont suivis, dans la même voie, par

le PSU qui refuse maintenant l'étiquette « extrême-gauche ». Il n'y a pourtant pas longtemps, tout ce beau monde n'avait que le mot « autogestion » à la bouche. Et les nationalisations ne sont qu'un aménagement du système. Ils ont oublié que l'autogestion, c'est la gestion ouvrière des moyens de production après expropriation. Il est vrai que cette idée-force vient de ce qu'on appelle parfois le socialisme « utopique ». Il appartient aux militants anarchistes d'aujourd'hui que cette utopie devienne réalité.

Alexis PIERRE

CETTE semaine, du 22 au 28 février 1982, aura revêtu une grande importance pour Radio-Libertaire, grâce à la parution d'articles la concernant dans des organes de presse de grande diffusion.

Tout d'abord, à tout seigneur tout honneur, *Les Nouvelles Littéraires* (n° 2825) ont ouvert le feu par un texte dû à la plume d'André Laude, qui fut un des invités de Radio-Libertaire. Sur cinq colonnes d'une demi-page surmontées d'un titre comme on aimerait parfois en trouver : « Libre comme l'air, Radio-Libertaire », André Laude raconte la création, la vie et l'évolution de Radio-Libertaire avec enthousiasme, et donne de notre station une image tout à fait positive. Tout l'article serait à citer, mais je me contenterai de citer trois passages significatifs : « Emanation militante de la Fédération anarchiste, Radio-Libertaire ne veut pas s'enfermer dans le simple rôle de porte-voix de la FA. Radio de la « voix sans maître » comme elle se présente, avec un net clin-d'œil malicieux du côté du show-biz, elle prétend exprimer, d'un point de vue libertaire, les réactions aux activités multiformes de l'humanité, de la guerre sociale à la chanson, du cinéma à la presse, du théâtre à la vie quotidienne, etc. Mais la grille de Radio-Libertaire est riche : émissions consacrées à l'esperanto, aux musiques nouvelles, aux enfants, aux commentaires sur l'activité sociale et politique, aux activités de la CNT se succèdent, et l'éventail va encore être élargi... Elle « cause » dans les plis du drapeau noir, d'un drapeau noir défrisé. »

Après *Les Nouvelles Littéraires*, le relais a été pris par *Libération*, en date du 26 février 1982, qui consacrait toute une page au « Premier hit-parade de la FM parisienne », article repris pour l'essentiel dans le journal *Le Monde*, édition du samedi 27 février.

Ces deux articles commentent le sondage (le premier du genre) réalisé par la Société de conseil Claude Fitoussi auprès d'un échantillon de 700 habitants de la région parisienne (1). Ce premier sondage (il y en aura sûrement d'autres dans les semaines à venir) classent les 36 premières radios locales parisiennes à partir du nombre d'auditeurs. Les journaux qui ont diffusé cette information distinguent trois groupes parmi les stations les plus écoutées :

- 1) les stations dont l'écoute est comprise entre 60 000 et 500 000 personnes : NRJ, REM, Service Tour Eiffel, Radio J, Fréquence gaie, Radio-Montmartre. A noter que pour le moment, le disc-jockey est encore la meilleure façon d'obtenir un haut indice d'écoute... ;
- 2) les stations dont l'écoute est environ de 30 000 personnes : Solidarité (gaulliste), Communauté (juive), Shalom (juive), Tomate, Radio-Paris, Radio-Jet ;
- 3) enfin, les stations qui bénéficient d'un auditoire de 10 à 20 000 personnes par ordre décroissant : Gilda,

et les médias

Radio-Ivre, POM FM, Radio-Cosmos (étudiant), La Bulle, Radio-Libertaire, Génération 2 000, Radio-Notre-Dame, Mercure 104, Radio-Soleil (immigrés), Radio-Mégalo, Radio-Smash, Ici et Maintenant, Radio-Créteil, Carbone 14, Radio-Forum, Carol FM, Radio-Catho, Oblique FM, Radio-Corsaire.

Ces résultats appellent de nombreux commentaires. Il est tout d'abord remarquable de noter qu'avec des

moyens ultra-réduits, et sans bénéficier de subventions plus ou moins occultes et massives, Radio-Libertaire occupe le 18^e rang parmi les 36 premières radios libres parisiennes, elles-mêmes partie intégrante de la soixantaine de stations qui émettent sur cette région (sans parler des 300 projets auprès du ministère de la Communication !).

Ces résultats sont également obtenus en tenant compte de deux éléments très défavorables. Le premier consiste dans le fait que la mauvaise qualité du matériel d'émission des stations de Radio La Bulle (trotzkiste, Lutte ouvrière) et Radio Solidarité (gaulliste, Philippe Malaud) qui encadrent et « écrasent » Radio-Libertaire, empêche un très grand nombre d'auditeurs potentiels de capter notre station. Le deuxième concerne la date à laquelle il a été réalisé : de mi-décembre à janvier, époque à laquelle Radio-Libertaire n'émettait que pendant quatre heures par jour. Depuis que nous émettons 110 heures par semaine, c'est-à-dire 18 heures par jour, notre audience a considérablement augmenté et doit maintenant nettement dépasser le nombre de 20 000 personnes.

Le classement réalisé par le cabinet Fitoussi appelle également quelques commentaires. Il nous paraît surprenant que Radio-La Bulle et Radio-Libertaire se trouvent au même niveau d'écoute si on tient compte, sans fausse modestie, de la qualité relative des émissions... De même, nous sommes (agréablement) surpris de devancer Radio-Notre-Dame. Y aurait-il plus de personnes intéressées par les anarchistes que par les catholiques à Paris ? Ce serait une découverte historique considérable.

Mais n'ergotons pas trop. L'important est de constater que grâce aux efforts obstinés de tous ceux qui font vivre Radio-Libertaire, un auditoire important est quotidiennement à l'écoute de la « voix sans maître ». Et ceci est maintenant connu d'un très vaste public. A nous tous, militants de la Fédération anarchiste, auditeurs de Radio-Libertaire de transformer cet essai en but, et de redonner, en France, la place qui revient au mouvement anarchiste et à ses idées.

Yves

(1) Cet échantillon est représentatif d'une population de cinq millions de personnes de plus de 15 ans.

LA nomination d'une trentaine de PDG d'entreprises nationalisées a été célébrée par les « médias » comme l'un des événements les plus marquants de l'histoire de la V^e République. Les commentateurs bien-pensants ont lourdement insisté : pas question de plaisanter, en la matière, c'est du sérieux. Sous-entendu : quelques ministres fantaisistes collectionnant

les gaffes, ce n'est pas grave, mais pour les PDG il n'y a pas de droit à l'erreur. Si ces nouveaux patrons ne sont pas des inconnus, c'est qu'il y a peu d'hommes dans ce pays capables de tenir de telles fonctions. Bref, comme le proclame T.-M. Quatrepoint dans *Le Monde*, « on ne s'improvise pas industriel ou banquier. »

Des « autogestionnaires » distingués...

Le bon public aura certainement été ébloui par le palmarès de ces gentlemen, complaisamment exposés à l'admiration générale : ENA, HEC, Polytechnique, Harvard, Sciences Po., etc., avec pour certains trois ou quatre prestigieux diplômes en poche, ce qui prouve qu'ils avaient le temps et les moyens...

Il est plaisant de rappeler, en cette circonstance, que la gauche, toute la gauche — Marchais y compris, mais oui ! — a conduit la campagne électorale sous la bannière du « socialisme autogestionnaire ». Nous sommes servis, merci ! L'acte présenté comme le plus important du septennat consiste à nommer à des fonctions qui se situent aux antipodes de l'autogestion des hommes pour qui celle-ci est une plaisanterie de mauvais goût.

Les commentateurs se sont plus, d'ailleurs, à souligner que ces nominations concrétisent parfaitement l'idée du « changement dans la continuité », ne serait-ce d'abord que par le maintien de Gandois et de Fauroux à la tête de Rhône-Poulenc et de Saint-Gobain. Pour le reste, les nouveaux PDG sont... d'anciens PDG comme Besse, qui passe de la COGEMA — filiale du Commissariat de l'énergie atomique — à la tête de Péchiney-Ugine-Kuhlmann, ou Jacques Mayoux — ex-PDG du Crédit agricole puis de Sacilor — qui prend la direction de la Société générale. Ou alors, on tire du haut état-major de la maison un directeur général pour le hisser sur le fauteuil présidentiel, tel Michel de Boissieu qui devient PDG de la banque Rothschild, après avoir passé sa vie à l'ombre du baron David...

Un ballet de grosses têtes, en cette période de carnaval, où chaque membre de la troupe vient occuper la place qui lui est impartie dans ce nouvel acte.

Le championnat de brosse à reluire

Les médias ont déversé des tombereaux d'éloges sur ces monstres sacrés, et *Le Monde* a battu un record qui demeurera dans les annales de la brosse à reluire. Tout a été écrit, depuis « le regard vif sous les sourcils noirs » jusqu'à « l'impressionnante mécanique intellectuelle, douée d'une extraordinaire aptitude à analyser les situations avec lucidité et cruauté », en passant par tout le stock des épithètes, des formules dityrambiques : brillant, compétent, charmeur, réaliste, énergique, drôle, chaleur humaine, goût du commandement, souci du destin de la communauté, carrure d'athlète, etc. De quoi faire se pâmer toutes les dames socialistes des beaux quartiers !

Les miracles de la compétence

De la compétence, ces messieurs n'en manquent pas, c'est sûr ! Mais pour quoi faire ? Il en est pour les PDG comme pour les ministres qui peuvent passer allègrement de l'agriculture à la culture — ça s'est vu ! — ou de la Santé à la Défense nationale.

C'est ainsi qu'un ancien ambassadeur qui avait fait l'École navale présidera, allez savoir pourquoi, aux destinées de la Compagnie générale... d'Électricité ! Gomez, un socialiste de luxe (tendance CERES, s'il vous plaît !) qui a fait Sciences Po., Harvard et l'ENA, « s'occupera » de Thomson (c'est-à-dire d'électronique), après avoir « travaillé » dans la branche « vaisselle de table » de Saint-Gobain !... Le nommé Fauroux, qui demeure à la tête de Saint-Gobain, était tout désigné pour diriger l'industrie du verre puisque c'est un ancien de l'École normale (lettres classiques) et qu'il est licencié de... théologie. Ce « grand patron catholique » doit faire des miracles. Quant à Georges Valbon, son long passé de permanent du PCF dans la région parisienne, le désignait, ça saute aux yeux, pour prendre la tête des Charbonnages de France. Qu'il n'ait jamais mis les pieds dans une mine n'a aucune importance, bien entendu. Seule sa compétence a été prise en compte et non le désir du père François de faire un petit cadeau au PC pour mieux

LE BALLET DES P.D.G. : DE LA GRANDE MUSIQUE



le ficeler !... Un petit cadeau peut-être bien un tant soit peu empoisonné, compte-tenu des problèmes qui se posent dans ce secteur...

Des technocrates qui se moquent de la technique...

Qu'est-ce qui peut donc justifier tous ces titres de gloire, de tels pouvoirs et... de pareilles rémunérations. Laurent Schwartz, prof de maths à Polytechnique, expliquait il y a quelques années que ses « brillants » élèves, une fois franchi le barrage du concours d'entrée, affichaient une certaine décontraction et se moquaient quelque peu de l'enseignement qui leur était en principe destiné. Ces jeunes gens savent parfaitement que dans leurs carrières, ils n'auront jamais besoin de mettre en application les connaissances techniques et scientifiques qu'ils devraient théoriquement assimiler. Et cela est vrai pour l'ensemble de l'encadrement supérieur, dans les trusts, dans les grandes entreprises nationales, depuis les états-majors centraux jusqu'au menu fretin des directions locales et des chefs de service.

Les PDG, les directeurs généraux et tous leurs lieutenants, qui constituent des états-majors pléthoriques et onéreux, ont tout de même des compétences que nous

leur reconnaissons volontiers. Ce sont, mesdames et messieurs, des « gestionnaires ». Traduisons ce terme en langage accessible au grand public. Cette compétence consiste à être bien introduit dans cette grande truanterie de la finance et de la grande industrie, dans ce monde de l'arnaque à l'échelle planétaire, d'en connaître parfaitement les ficelles, les combines, les magouilles. Compétence aussi pour résoudre les « problèmes sociaux », c'est-à-dire pour faire suer le burnous avec le moins de vagues possible.

Les grandes écoles, les diplômes, les concours servent avant tout à recruter et à sélectionner cette caste dont toute la formation intellectuelle est orientée vers ce double objectif : assurer le maximum de profits à la classe dominante et perpétuer un système qui nourrit si bien ses grands hommes.

Tout le reste, ces messieurs ne le survolent que de très haut. Tout le reste, c'est-à-dire la production, les développements techniques, la recherche, c'est l'affaire des échelons subalternes, des ingénieurs et dessinateurs des bureaux d'études, des techniciens et des ouvriers. D'ailleurs, tout PDG qui se respecte ne met que très rarement les pieds dans les ateliers de « son » entreprise qu'il est pourtant censé connaître. Quand l'événement se produit, c'est la visite-éclair, au pas de charge, avec tous les larbins aux basques. Et quelle révolution dans la boîte ! On nettoie, on astique, on balaye, on repeint pour que l'œil du maître ne soit pas offensé.

Une histoire de fous...

Convaincus de leur supériorité intellectuelle, ces gens qui méprisent profondément tout ce qui se trouve au-dessous d'eux (hiérarchiquement parlant) jugent, tranchent... et parfois se cassent la gueule. Les travailleurs sont parfois les témoins stupéfaits de leurs incohérences, de leurs bévues.

Je ferai appel à ce propos à quelques souvenirs personnels. Un beau jour, le Comité d'entreprise de Creusot-Loire Saint-Etienne vit débarquer deux directeurs généraux, des polytechniciens comme il se doit. Les deux hommes, tout réjouis, déclarèrent : « A la direction générale, nous sommes pleins d'idées. C'est ainsi que nous avons décidé la fusion des deux usines sidérurgiques de Saint-Etienne et de Tive de Gier ». On leur fit remarquer que les deux usines étaient distantes de 25 kilomètres et que ça poserait quelques problèmes. Les deux technocrates, toujours rigolards, balayèrent les objections. Ils s'amusaient follement alors qu'il s'agissait du sort de 4 000 personnes, de suppressions d'emplois, de trajets quotidiens supplémentaires de 50 kilomètres pour certains, etc. Un an plus tard, l'opération en cours de réalisation fut annulée ! Est-ce une conséquence de cette histoire, mais quelques temps plus tard, ils quittèrent leurs postes, l'un d'eux pour aller à la direction du CNPF, l'autre pour exercer ses talents à la tête d'une autre société ! Cruelles sanctions...

Une économie sans PDG ?...

Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire en la matière. Et il y aurait parfois de quoi rire s'il ne s'agissait du sort de centaines de milliers de travailleurs.

Pour les libertaires, l'autogestion n'est pas un slogan de propagande et son existence est, bien entendu, incompatible avec celle des PDG. Nous concevons une organisation économique où, à la place des trusts à structures verticales, se tisseraient une trame de collectivités autonomes et librement coordonnées. Il serait insensé de nier la nécessité de la compétence technique et scientifique. Celle-ci existe à tous les niveaux, de l'ouvrier à l'ingénieur. L'activité économique est la résultante de cette compétence collective. La gestion doit être elle aussi collective. Ce sera infiniment plus efficace, plus rationnel.

S. BASSON (Groupe Makhno)

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

LA CHARGE DES YANKEES

Qui n'a pas vu un de ces westerns qui opposent méchants indiens et gentils soldats, dans lesquels se trouve presque toujours une séquence (généralement vers les trois-quarts du film) où apparaissent seuls le capitaine, grand et fort, et le lieutenant, jeune et plein d'avenir (quoiqu'encore naïf). Alors, le capitaine, prenant le ton du professeur (il est revenu de tout ; à lui, il ne faut pas lui en apprendre...), s'adresse au lieutenant et lui dit : « Il faut que tu mettes une chose dans la tête, gars, le meilleur moyen de se défendre : c'est d'attaquer ! »

Le lieutenant est maintenant président des Etats-Unis, et ce lui est bien resté dans la tête !

Evidemment, analyser ainsi la politique américaine n'est pas très sérieux ; il est néanmoins frappant de voir comment tout se passe comme s'il en était ainsi. Le sang coule, les cadavres jonchent les champs de bataille (aujourd'hui, les bords des routes)...

En effet, un certain nombre d'événements récents incitant pour le moins à l'inquiétude ont pour origine les déclarations (suivies de faits) d'une poignée de personnes qui ont pour nom Reagan, Haig, Enders, Weinberger... Il est vrai que cela fait bien des années qu'on n'avait pas vu la politique américaine si offensive. A la télévision française, où seuls les visages ont changé, on nous dit que parfois « l'opinion américaine s'émeut ». La formule est assez merveilleuse, elle signifie autant de choses que leurs contraires ; on peut la prendre

comme on veut, c'est tout public. Il n'empêche que la question est grave, et cela tout le monde l'a saisi.

Il importe d'analyser la politique américaine au vu des faits intervenus ces dernières semaines, considérant ceux-ci comme explicitant de par leur aspect spectaculaire ce qui n'est pas moins vrai le reste du temps ; la similitude des objectifs américains apparaissant dans chacune de ses « vagues offensives » montre bien qu'il existe une politique américaine, et c'est donc effectivement elle qui apparaît au travers de l'analyse de quelques faits ponctuels. Ces faits, on les trouve au Salvador et au Proche-Orient.

La politique « interaméricaine »
L'intervention des Etats-Unis au Salvador n'est plus à démontrer, c'est une évidence. Rappelons quelques faits :

• **Vendredi 29 janvier** : Reagan signe un document certifiant au Congrès que le gouvernement du Salvador fait un « effort significatif pour respecter les droits de l'homme ». Cette signature est nécessaire (on notera au passage le ridicule de la formalité) pour que le Congrès consente à débloquer les crédits d'assistance économique et militaire pour 82 (65 millions de dollars).

• **Lundi 1^{er} et mardi 2 février** : un débat a lieu au Congrès à propos du Salvador. Démocrates et républicains sont unanimes : il ne faut pas que le Salvador soit un nouveau Nicaragua. Cependant, ils divergent sur les moyens qu'il faut employer : Reagan pense qu'il faut

accroître « l'aide », les démocrates veulent la supprimer. Evidemment, ils n'ont rien trouvé cependant pour la remplacer ; comment pourraient-ils garder le Salvador dans leur poche sans y faire couler l'hémoglobine ? Reagan obtiendra donc du Congrès un accroissement des crédits « d'assistance » au Salvador.

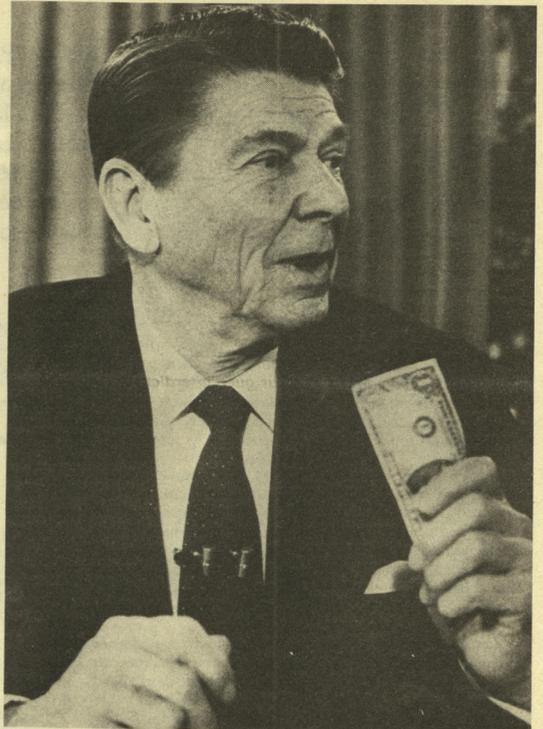
• **Vendredi 5 février** : le Pentagone annonce la livraison au Salvador d'avions de transport, de bombardiers et d'hélicoptères. Eh oui, ils ont dit ça tel quel !

• **Mercredi 17 février** : le général Haig, ministre des Affaires étrangères, interrogé sur l'analogie avec le Vietnam, répond : « Une menace militaire à notre porte soulève une autre catégorie de problèmes ». Sinistre ambiguïté...

• **Mercredi 24 février** : Reagan fait un discours centré sur son plan pour l'Amérique centrale. Il s'agit d'un plan « essentiellement économique ». En effet, Reagan y fait l'éloge de la « libre entreprise ». Reagan compte donc résoudre la crise au Salvador grâce à l'ouverture des Etats-Unis pour l'importation des produits fabriqués en Amérique centrale ; mais il dit implicitement que cela se fera par le biais de multinationales.

Le Proche-Orient est toujours un bon marché

Les Etats-Unis manifestent leur volonté d'accroître leur présence au Proche-Orient par l'installation, ou réinstallation, de bases militaires en Arabie Saoudite et au Maroc. Ils tentent de vendre des armes aux « modérés ». Ici, la politique améri-



AFP

caine est particulièrement habile. Les Etats-Unis ont vendu dernièrement des avions-radars AWACS à l'Arabie Saoudite et ont condamné l'annexion du Golan par Israël, ce qui a sans doute facilité les négociations visant à vendre à la Jordanie des avions F-16 et des missiles anti-aériens Mavks. Israël s'est copieusement indigné, rappelant au gouvernement américain sa promesse récente de « garantir quantitativement et qualitativement la supériorité militaire

d'Israël par rapport aux armes arabes. »

Les Etats-Unis n'ont donc plus qu'à vendre des armes plus performantes à Israël, ce qui, n'en doutons pas, viendra bientôt. Ce sont les « bienfaits » de la course aux armements ; les affaires marchent... Elles marchent d'autant mieux que cela correspond à des intérêts stratégiques dans la région.

Pourvu que le sang coule...

Il y a toujours de « petites phrases » qui sont comme des menaces. Enders, chargé des affaires interaméricaines, disant qu'il faut « rompre un terrible cercle vicieux qui fait que, en Amérique centrale, le seul choix est entre dictature de droite ou de gauche » ou Haig déclarant que les Etats-Unis feront ce qui est « nécessaire » : cela interroge... Combien faudra-t-il de morts pour tenter de rompre le cercle vicieux ? Les menaces sont sérieuses : Reagan prévoit dans son budget pour 83 une baisse des dépenses sociales et un accroissement de 18% des crédits militaires...

Les Etats-Unis n'enverront pas de troupes au Salvador, du moins, le gouvernement américain l'a promis. Il est vrai que peu lui importe puisqu'il a sur place des conseillers et que les troupes salvadoriennes sont entraînées par des Américains. On pourrait peut-être parler d'une normalisation à la polonaise, dans la mesure où les principaux éléments sont similaires : état de dépendance économique faisant des chefs d'Etat des subordonnés du pouvoir central ; apport des cadres dans l'armée et fourniture d'armes.

Si cela ne suffit pas à mater la rébellion, il y aura bientôt des élections qui, quels que soient leur résultat et la participation, légitimeront une junte qui pourra alors passer avec les Etats-Unis un contrat d'aide militaire en « bonne » et « due » forme, lequel permettrait aux Américains d'intervenir plus directement encore. On passerait alors à une phase « afghane » de la normalisation : les Etats-Unis seraient ainsi plus libres de leurs mouvements. Et pourquoi pas ? Rien ne peut l'empêcher. A moins qu'un vaste mouvement pacifiste international...

G.L. (Groupe E. Varlin)

STRATÉGIE DU MASSACRE

DEPUIS l'utilisation des premières bombes atomiques en 1945 à Hiroshima et Nagasaki, l'arsenal nucléaire n'a cessé d'augmenter et de devenir de plus en plus sophistiqué. Un grand nombre de pays disposent de la bombe atomique ou, dans le cas contraire, se trouvent sous la protection du parapluie nucléaire de l'Est ou de l'Ouest.

Devant l'accroissement et l'accumulation des armements nucléaires, des mouvements de protestation se sont levés partout dans le monde. D'autant plus que les récentes déclarations de Reagan sur les possibilités de guerre nucléaire en Europe n'ont fait qu'attiser la contestation. Les horizons politiques les plus divers se sont donc accordés pour protester énergiquement contre l'escalade nucléaire en Europe et dans le monde.

La plupart de ces mouvements ont polarisé toute leur lutte sur l'atome militaire. Le Parti communiste et son sous-marin le Mouvement de la Paix décrètent haut et fort : « Halte à l'escalade nucléaire en Europe » ; divers partis de gauche, rejoints par les mouvements non violents, se sont ralliés à l'appel du CODENE — Comité pour le désarmement de l'Europe nucléaire. Ces partis et associations réussissent le tour de force admirable de vouloir se battre contre l'énergie nucléaire utilisée à des fins militaires sans même oser aborder le problème de l'armée, ni celui de l'atome « pacifique ». Il y a là une grave lacune. En outre, ces gens font volontairement abstraction des autres types d'armements — biologiques, chimiques, bactériologiques, radiologiques, météorologiques — qui sont tout aussi dangereux. Ils justifient ce renvoi au second plan par le souci de ne pas embrouiller ni terrifier les gens ! Abattons d'abord le monstre nucléaire, on verra par la suite ! La démarche semble logique, mais son caractère incomplet la rend inacceptable.

Comment peut-on se battre contre une forme d'énergie « dangereuse » en état de guerre et « inoffensive » en état de paix (sous-entendu de paix armée) sans remettre en cause le schéma social qu'appelle obligatoirement l'utilisation de l'atome dans le civil, la structure centralisée et policière qui lui colle à la peau ? Comment peut-on lutter contre l'armement nucléaire sans parler des autres types d'armements dont les buts sont pourtant les mêmes : l'anéantissement de l'humanité ? Et enfin, comment ose-t-on parler de paix alors que l'on ne s'attaque pas même à l'un des facteurs de guerre : l'armée ?

Supprimons l'armée pour supprimer la guerre ! Ce slogan ne plaît guère aux partis et groupuscules visant à prendre le pouvoir ! Or,

cette tactique de privilégier la lutte contre un type d'armement peut se révéler, si l'on y réfléchit bien, dangereuse et criminelle. Certes, la menace nucléaire est une menace réelle, mais elle n'est pas la seule qui plane sur l'humanité. Cette fascination exercée par l'atome concentre toutes les attentions et permet ainsi plus insidieusement l'utilisation d'autres armements tout aussi nocifs. Ainsi, il se pourrait bien que les gouvernements utilisent, à l'insu des populations hypnotisées par l'angoisse d'une guerre nucléaire, l'arsenal bactériologique ou chimique. Les conséquences seraient fatalement les mêmes, mais l'action serait plus « propre »...

D'ailleurs, cette forme de guerre déguisée existe déjà dans le monde. En Amérique centrale, par simple inocularité d'un vaccin, on a rendu stériles les femmes de certains groupes ethniques (1), les condamnant ainsi à disparaître à long ou moyen terme. On sait qu'il est possible de nos jours de « commander » un tremblement de terre à distance, de « faire la pluie ou la grêle » grâce à l'arsenal chimique. En RFA, près de la frontière nord de l'Alsace, se trouve un dépôt militaire de gaz éternels. L'inhalation de ces gaz crée des désordres psychiques entraînant la mort. Et cette mystérieuse affaire d'huile frelatée en Espagne, dont on ne parle presque plus si ce n'est en entrefilet pour citer les morts : 262 à l'heure actuelle...

L'opinion publique est volontairement maintenue dans l'ignorance de ces faits. Par contre, on fait un grand cas de l'atome. Ce déséquilibre voulu de l'information est criminel. D'aucuns vous diront que c'est là pousser loin le raisonnement. Or, ce qui est absurde aujourd'hui sera concevable et réalisable demain, alors qu'il sera peut-être trop tard !

C'est pourquoi nous devons rester vigilants et sans cesse sur nos gardes, car les Etats sont capables du pire pour maintenir leur suprématie. Ils déplacent les populations comme des pions sur l'échiquier de leurs intérêts.

Proclamons notre opposition à toutes les formes d'armements sans distinction. Si nous voulons efficacement nous battre contre la guerre, nous ne pouvons que nous battre contre toutes les armées et lutter contre tous les gouvernements.

Martine (Liaison Bas-Rhin)

(1) Vaccin officiel contre la rubéole, mais contenant des produits stérilisants. Atteinte également portée contre les minorités pakistanaises en Grande-Bretagne et portoricaines aux USA.

IRAN

La répression

AMNESTY International déclare aujourd'hui (mercredi 24 février 1982) avoir reçu des centaines de témoignages détaillés au sujet des tortures infligées dans les prisons iraniennes par les gardiens de la révolution. D'après certaines informations parvenues à l'organisation humanitaire, quelques détenus sont morts sous la torture, puis ont été pendus, apparemment pour donner l'impression qu'ils auraient été légalement exécutés.

Leurs noms ont été ajoutés à ceux de plus de 4 000 personnes dont on sait qu'elles ont été exécutées depuis la révolution de février 1979, déclare Amnesty International.

L'organisation internationale a lancé un appel au Premier ministre Housein Mousavi pour que l'interdiction de la torture soit proclamée publiquement par les plus hautes autorités iraniennes. Amnesty International a également redemandé qu'une délégation puisse discuter des moyens de faire cesser les violations des droits de l'homme, y compris les exécutions.

En rendant public cet appel, Amnesty précise que plus de 255 exécutions ont été signalées en janvier 1982. Les lettres de l'organisation au Premier ministre font mention des cas de personnes, dont des prisonniers détenus pour raisons politiques ou religieuses, qui auraient été exécutés sans procès. Parmi eux, on trouve des membres de la secte Baha'i, ainsi que, récemment, Shokrollah Paknejad, secrétaire général de l'Association des anciens prisonniers politiques, qui avait passé plusieurs années en prison à l'époque du Shah.

Amnesty International a signalé au Premier ministre qu'en 1981 avaient été reçues plus de 200 descriptions détaillées des tortures subies, certaines accompagnées d'expertises médicales et de photos.

Les témoignages font état de pièces réservées à la torture dans la prison Evin de Téhéran — la « chambre à repasser » (autog-e autoo), où les prisonniers sont liés à des lits pendant que des gardiens de la révolution leur brûlent le dos, les fesses et la plante des pieds avec un fer à repasser, et le « fond de la vérité » (zir-e zamin-e hagigat), où on les brûle avec des cigarettes. Les victimes sont également frappées à coups de poing et de pied, on leur cogne la tête contre les murs, on les fouette avec des câbles et on leur fait subir des simulacres d'exécutions.

Ces tortures et d'autres décrites ressemblent à celles pratiquées sous le régime du Shah avant la révolution de 1979, a déclaré un représentant d'Amnesty International.

Amnesty International avait déjà fait, en octobre 1981, une demande pour que ses délégués soient reçus. Des missions de l'organisation ont déjà séjourné en Iran, l'une à l'époque du Shah et une autre peu de temps après la révolution de 1979.

BELGIQUE

Etudiants emprisonnés — Lors de la manifestation des sidérurgistes du 11 février à Bruxelles, une trentaine d'étudiants néerlandophones de la VUB ainsi que certains ouvriers de Cockerill Yards Hoboken et des mineurs limbourgeois ont marché aux côtés des métallos wallons. Leur présence exprimait leur solidarité avec tous les travailleurs de la sidérurgie.

Après la manifestation, quatre étudiants de la VUB, (deux filles et deux garçons), qui attendaient leur bus tranquillement pour rentrer à leur campus, ont été embarqués par la police de Bruxelles. Ils se trouvaient à ce moment à 1,5 kilomètres de la rue de la Loi, théâtre des incidents.

Après 24 heures de détention, les deux filles furent relâchées, mais les deux garçons furent mis et sont toujours sous mandat d'arrêt à la prison de Forest. Le mercredi, la Chambre du Conseil a décidé une prolongation de la détention préventive pour un mois.

Sur quelles accusations ? Accusations pénales : destruction d'une voiture du ministère de la Justice, celle que tout le monde a vu se faire détruire par un cheval lors de la charge de la gendarmerie ; lancement de projectiles divers ; rébellion

lors de leur arrestation. Accusations politiques : les étudiants incriminés sont accusés d'être des « agitateurs professionnels » d'extrême-gauche, membre du PTB (ex-AMADA). Alors que le PTB dément que les personnes inculpées fassent partie de ses membres, et qu'ils n'appartiennent à aucune organisation, si ce n'est au Cercle de libre-examen de la VUB (librepenseur), organisation extrême-gauche bien connue ! L'intention est claire, la violence est due à des provocations gauchistes et non à la légitime colère des sidérurgistes wallons.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Tout simplement que la gendarmerie, le PRL, le PSC (heureusement que le PS est dans « l'opposition »), la droite quoi, cherchent à nous faire gober que l'agitation ouvrière est due à de sombres rampants et sournois « agitateurs professionnels » à la solde de Pékin, Moscou, Tirana, Luxembourg, etc.

Or, les plus grands fauteurs de troubles sont bien belges et se nomment Gol, Nothomb, Pullinckx, Frère, Martens, Tindemans, etc., j'en passe et des meilleurs ; sans oublier les forces de l'ordre, toujours à la recherche d'un surplus d'heures supplémentaires.

Nous ne laisseront pas nos compagnons en taule ! Etudiants, travailleurs, solidaires par-delà nos différences.

Des étudiants libertaires

PORTUGAL

Une grève générale nationale a été décrétée au Portugal pour le 12 février par la CGT portugaise (centrale affiliée au PC comme en France), avec pour objectif de renverser le gouvernement. En effet, si tous les gouvernements sont mauvais, celui de l'Alliance démocratique (coalition de droite), actuellement au pouvoir, est encore pire. L'intégration du pays dans la CEE a servi de justification à une série de hausses de prix à un rythme galopant. Les transports ont subi trois hausses de 20%, chacune en 1981, l'assistance médicale est chaque fois un peu plus à la charge des malades (et les hôpitaux continuent de se dégrader), il manque certains produits alimentaires (pommes de terre, beurre, lait, par exemple) quasiment toujours stockés dans

l'attente de l'augmentation des prix. La sécheresse, dont le Portugal a souffert l'année dernière, a aussi servi d'alibi à l'aggravation rapide des conditions de vie du peuple portugais.

Sans lien avec les motifs politiques qui ont fait que seule la CGT a appelé à cette grève (sans l'appui donc de l'UGT dépendant du PS et de l'Alliance démocratique), le journal *A Batalha* s'est solidarisé dans la pratique avec ce mouvement, tout en se démarquant des attitudes habituelles des organes d'intégration des travailleurs que sont ces centrales.

Environ 1 500 000 personnes ont fait réellement grève, mais beaucoup d'autres n'ont pu aller travailler car elles n'avaient aucun moyen de locomotion. En effet, les transports ont fait grève pratiquement à 100% (métro, bateaux, trains, cars). Le gouvernement avait mis en place un système alternatif de transport grâce à des Ford-transit, des autocars de transport d'en-

fants ou de petites compagnies privées et quelques voitures militaires, mais ce fut insuffisant. L'électricité, l'eau, le gaz, l'audio-visuel ont fonctionné pratiquement normalement, sauf dans quelques endroits.

La police de choc (les CRS d'ici) ont chargé brutalement une manifestation spontanée sur la grande place de Lisbonne. La nuit, la police a intercepté une voiture pleine d'armes, mais les médias n'ont donné que très peu d'informations à ce sujet. Cette grève a surtout été l'occasion de débats politiques entre la gauche et la droite, comme d'habitude. Seul le PS est resté silencieux : il avait peur de se compromettre et de perdre encore plus d'électeurs. Pourtant, ça n'a été qu'une grève légale et contrôlée par les bureaucraties des syndicats et des partis.

Alexander Haig était au Portugal le 11 février. CIA ?

(Un compagnon d'A Batalha)



PAYS DE L'EST

Il a fallu qu'un journaliste français se fasse tabasser en Roumanie par les agents de la Sécurité pour que les médias reparlent de l'ouvrier syndicaliste Vasile Paraschiv et rappellent à l'opinion publique la terreur policière qui règne dans ce pays.

Qu'est devenu Paraschiv ? Les critiques et les actions de protestation, sur le lieu de travail, dans les réunions syndicales et de partis, ainsi que les lettres ouvertes, valurent à Paraschiv, depuis 1968, plusieurs internements psychiatriques sous l'accusation/diagnostic de « paranoïa-psychose délirante revendicative systématisée ». En 1978, il est contraint à l'exil. Arrivé en France, il témoigne de la répression anti-ouvrière en Roumanie et présente des propositions pour la démocratisation des syndicats roumains, lors d'une conférence de presse soutenue par des représentants

de la CFDT, FO, FEN et CGT. Grâce à une campagne internationale en sa faveur, il retourne en Roumanie reprendre la lutte et adhère au Syndicat libre.

Depuis mars 1979, nous sommes sans nouvelles de lui. Il y a quelques semaines, un membre de la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie a reçu un appel téléphonique de sa part ; mais le journaliste du *Matin*, Bernard Poulet, fut sauvagement empêché par la police de contacter Paraschiv à son domicile.

Le comité Paraschiv a lancé, lors de sa constitution en février 1981, un appel public exigeant des autorités roumaines la vérité sur la situation de Paraschiv. Jusqu'à maintenant, celles-ci ont refusé de répondre.

Devant la multiplication et la radicalisation des protestations et des révoltes ouvrières, l'Etat (-patron) roumain vient d'adopter toute une série de mesures draconiennes au nom de la « restauration de l'ordre et de la discipline du travail ».

Nous dénonçons ces mesures qui tendent à criminaliser toute forme de manifestation ouvrière jugée non-conforme aux moindres exigences du pouvoir en place ! En effet, selon le décret du 29/12/1981, on risque aujourd'hui en Roumanie de trois mois à deux ans de prison pour « abandon de poste de travail sans autorisation » (du contre-maître ? Du responsable du parti ?) et de cinq ans à vingt ans de prison pour « grave perturbation de la bonne marche de l'entreprise ».

La solidarité active avec les travailleurs polonais ou roumains en lutte, harcelés par les racailles bureaucratiques au pouvoir à l'Est, n'est guère incompatible avec le soutien au combat du peuple salvadorien ou guatémaltèque contre ses tortionnaires imposés et maintenus en Amérique centrale par l'impérialisme US. N'en déplaise à la vieille nouvelle droite et à la charogne stalinienne, si bavardes dans ce domaine depuis quelques temps. (Transmis par le Comité Paraschiv)

S I les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce seront les autres qui l'écriront à leur place. mais dénoncer les erreurs ou les interprétations abusives que des plumeurs peuvent porter sur notre mouvement est une tâche, certes, indispensable, mais ce n'est pas tout. La connaissance de notre histoire doit être non pas de l'érudition fin en elle-même, mais une arme de plus dont nous nous dotons pour mettre à bas la société actuelle.

Militants de la fédération anarchiste, nous nous inscrivons dans une tradition de luttes qui visent l'affranchissement de l'individu et de l'humanité entière pour la suppression de tout privilège économique et politique. Tradition qui plonge ses racines dans le siècle des Lumières, qui prend son assise dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et qui accompagne le mouvement ouvrier tout au long de son histoire.

Voilà notre héritage que nous devons sans cesse vivifier. Mais enfermés dans notre action quotidienne, nous saisissons mal les mille liens qui nous rattachent au passé, la richesse même de notre mouvement. Le premier des objectifs utiles que devra se fixer l'historien anarchiste sera de montrer la continuité, l'unité de notre démarche.

Le congrès de Saint-Imier, dont nous vous présentons cette semaine les résolutions, a fait état, jusqu'à ce jour, d'une abondante littérature à laquelle nous renvoyons le lecteur. Disons seulement que, décidé au lendemain du congrès de La Haye (2-7 septembre 1872), au cours duquel une majorité marxiste fictive de l'AIT avait expulsé Bakounine et Guillaume, le congrès de Saint-Imier (15-16 septembre 1872) regroupa les fédérations de l'Internationale qui re-

fusaient de reconnaître la politique autoritaire menée par Marx et le Conseil général de Londres. Ce congrès n'était pas spécifiquement anarchiste et visait surtout à maintenir l'unité du mouvement ouvrier et de l'Internationale, compromise par les agissements de Marx. Les résolutions adoptées n'en résumant pas moins les points essentiels des principes au nom desquels Bakounine et ses amis s'étaient battus contre les « autoritaires ».

Véritable charte de « l'anarchisme ouvrier », ces considérations voient dans l'organisation et la résistance de la classe ouvrière, produit de l'antagonisme entre travail et capital, le terrain d'action privilégié pour préparer l'émancipation du prolétariat.

M.G.

LE CONGRÈS DE SAINT-IMIER



PREMIÈRE RÉSOLUTION :
Attitude des Fédérations réunies en Congrès à Saint-Imier, en présence des résolutions du congrès de La Haye et du Conseil général :

« Considérant que l'autonomie et l'indépendance des fédérations et sections ouvrières sont la première condition à l'émancipation des travailleurs ; que tout pouvoir législatif et réglementaire accordé aux Congrès serait une négation flagrante de cette autonomie et de cette liberté, le congrès dénie en principe le droit législatif à tous les congrès, soit généraux soit régionaux, ne leur reconnaissant d'autre mission que celle de mettre en présence les aspirations, besoins et idées du prolétariat des différentes localités ou pays, afin que leur harmonisation et leur unification s'y opèrent autant que possible. Mais dans aucun cas la majorité d'un congrès quel-

conque ne pourra imposer ses résolutions à la minorité.

Considérant d'autre part que l'institution du Conseil général dans l'Internationale est, par sa nature même et fatalement, poussée à devenir une violation permanente de cette liberté qui doit être la base fondamentale de notre grande Association ; considérant que les actes du Conseil général de Londres qui vient d'être dissous, pendant ces trois dernières années, sont la preuve vivante du vice inhérent à cette institution ; que, pour augmenter sa puissance d'abord très minime, il a eu recours aux intrigues, aux mensonges, aux calomnies les plus infâmes pour tenter de salir tous ceux qui ont osé le combattre ; que pour arriver à l'accomplissement final de ses vues, il a préparé de longue main le congrès de La Haye, dont la majorité, artificiellement organisée, n'a évidemment eu d'autre but que de faire triompher dans l'Internationale la domination d'un parti autoritaire, et que, pour atteindre ce but, elle n'a pas craint de fouler aux pieds toute décence et toute justice ; qu'un tel congrès ne peut pas être l'expression du prolétariat des pays qui s'y sont fait représenter : le congrès des délégués des fédérations espagnole, italienne, jurassienne, américaine et française, réuni à Saint-Imier, déclare repousser absolument toutes les résolutions du congrès de La Haye, et pour sauver et fortifier davantage l'unité de l'Internationale, les délégués ont jeté les bases d'un projet de pacte de solidarité entre ces fédérations. »

DEUXIÈME RÉSOLUTION :
Pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle entre les fédérations libres :

« Considérant que la grande unité de l'Internationale est fondée non sur l'organisation artificielle, mais sur l'identité réelle des intérêts et des aspirations du prolétariat de tous les pays, les délégués réunis à ce congrès ont conclu, au nom de ces fédérations et section, et sauf leur acceptation et confirmation définitives, un pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle. Ils proclament hautement que la conclusion de ce pacte a pour but principal le salut de cette grande unité de l'Internationale, que l'ambition du parti autoritaire a mis en danger.

TROISIÈME RÉSOLUTION :
Nature de l'action politique du

prolétariat :

« Considérant que vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire ; que nul n'a le droit de priver les fédérations et sections autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne de conduite politique qu'elles croient la meilleure, et que toute tentative semblable nous conduirait fatalement au plus révoltant dogmatisme ; que les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes de tout gouvernement politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes ; considérant que toute organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploiteuse : le congrès réuni à Saint-Imier déclare :

- 1) que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;

- 2) que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;

- 3) que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire. »

QUATRIÈME RÉSOLUTION :
Organisation de la résistance du travail — Statistiques :

« La liberté et le travail sont la base de la morale, de la force, de la vie et de la richesse de l'avenir. Mais le travail, s'il n'est pas librement organisé, devient oppressif et improductif pour le travailleur ; et c'est pour cela que l'organisation du travail est la condition indispensable de la véritable et

complète émancipation de l'ouvrier. Cependant, le travail ne peut s'exercer librement sans la possession des matières premières et de tout le capital social, et ne peut s'organiser si l'ouvrier, s'émancipant de la tyrannie politique et économique, ne conquiert le droit de se développer complètement dans toutes ses facultés. Tout Etat, c'est-à-dire tout gouvernement et toute administration des masses populaires, de haut en bas, étant nécessairement fondé sur la bureaucratie, sur les armées, sur l'espionnage, sur le clergé, ne pourra jamais établir la société organisée sur le travail et sur la justice, puisque par la nature même de son organisme, il est poussé fatalement à opprimer celui-là et à nier celle-ci.

Suivant nous, l'ouvrier ne pourra jamais s'émanciper de l'oppression séculaire, si à ce corps absorbant et démoralisateur, il ne substitue la libre fédération de tous les groupes producteurs fondée sur la solidarité et sur l'égalité. En effet, en plusieurs endroits déjà on a tenté d'organiser le travail pour améliorer la condition du prolétariat, mais la moindre amélioration a bientôt été absorbée par la classe privilégiée qui tente continuellement sans frein et sans limite, d'exploiter la classe ouvrière. Cependant, l'avantage de cette organisation est tel que, même dans l'état actuel des choses, on ne saurait y renoncer. Elle fait fraterniser toujours davantage le prolétariat dans la communauté des intérêts, elle l'exerce à la vie collective, elle le prépare pour la lutte suprême. Bien plus, l'organisation libre et spontanée du travail étant celle qui doit se substituer à l'organisme privilégié et autoritaire de l'Etat politique, sera, une fois établie, la garantie permanente du maintien de l'organisme économique contre l'organisme politique.

Par conséquent, laissant à la pratique de la révolution sociale les détails de l'organisation positive, nous entendons organiser et solidariser la résistance sur une large échelle. La grève est pour nous un moyen précieux de lutte, mais nous ne nous faisons aucune illusion sur ses résultats économiques. Nous l'acceptons comme un produit de l'antagonisme entre le travail et le capital, ayant nécessairement pour conséquence de rendre les ouvriers de plus en plus conscients de l'abîme qui existe entre la bourgeoisie et

le prolétariat, de fortifier l'organisation des travailleurs, et de préparer, par le fait des simples luttes économiques, le prolétariat à la grande lutte révolutionnaire et définitive qui, détruisant tout privilège et toute distinction de classe, donnera à l'ouvrier le droit de jouir du produit intégral de son travail, et par là les moyens de développer dans la collectivité toute sa force intellectuelle, matérielle et morale.

La Commission propose au congrès de nommer une commission qui devra présenter au prochain congrès un projet d'organisation universelle de la résistance, et des tableaux complets de la statistique du travail dans lesquels cette lutte puisera de la lumière. Elle recommande l'organisation espagnole comme la meilleure jusqu'à ce jour. »

Michel Bakounine



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

NOTE DE LECTURE

Ma sœur
aux yeux d'Asie

par M. Ragon Ed. Albin Michel

CE nouveau livre de Michel Ragon ne s'inscrit pas, comme on pourrait le croire, à la suite de L'Accent de ma Mère, roman autobiographique qui connut un vrai succès de librairie, mais à côté ! Dans ce récit, deux mondes, celui de la Vendée et celui de l'Indochine, se superposent et vont se rejoindre à travers deux adolescents que les hasards de la guerre et de l'Occupation vont rapprocher un court instant.

Nous sommes en 1940 et Michel, jeune garçon de seize ans, rejoint Fontenay-le-Comte, le berceau de sa famille. C'est là qu'il va rencontrer sa demi-sœur, Odette, qu'Aristide, son père, sous-officier en Indochine pendant la Première Guerre mondiale, a eu d'une Congaïe. Lorsqu'Aristide rentrera de la colonie, il ramènera l'enfant que la famille tolère, et laissera la femme que l'entourage repousse. Lorsque l'histoire débute, le père, qui s'est remarié au pays, est mort, laissant un garçon, Michel. Dans ce coin du terroir poitevin occupé par les Allemands, les deux jeunes gens vont vivre des instants passionnants à essayer de se découvrir, et surtout à découvrir « l'autre » !

Michel Ragon a l'art de dessiner des personnages qui semblent enfouis dans notre mémoire et que son texte fait ressurgir. La bourellerie du cousin Gaston, la figure inoubliable de la tante Victorine, le petit monde d'un village sous l'Occupation avec ses héros et ses petites lâchetés feutrées, autant de tableaux qui ajoutent une page au bocage, lieu de tant de bouleversements. Et au milieu de ces villageois, rides et grippe-sous, Odette la cochinoise, menue, l'œil vif sous le cheveu noir, Odette venue d'autre part et qui cherche désespérément pourquoi elle est là, dans un monde qui ne fut pas créé pour elle.

Les deux jeunes gens vont se sentir proches, liés par une affection dont Aristide, le père, sera le prétexte. Dans un de ces greniers miraculeux des maisons de campagne, qui recèlent des trésors incalculables que nous avons découverts avec délices dans nos années innocentes, ils vont trouver une malle où Victorine jetait les lettres qu'Aristide lui adressait pendant son séjour à la colonie. Et alors le ton change toute cette petite humanité campagnarde qui semblait sortir d'un monde immobile, s'efface pour faire place à un autre monde, lui aussi occupé 40 ans auparavant.

Les lettres d'Aristide retracent d'abord la vie de garnison, faite d'ennui, de paresse, d'ivrognerie, dont seules les alertes brisaient la monotonie. Nous sommes loin du parfum que contiennent les pages de Loti ! Reprenant son crayon, Michel Ragon burine quelques portraits de colons, en eau forte, quelques esquisses de ces villages dont la vie a dû être aussi tranquille que le fut celle de Fontenay-le-Comte avant que les bruits de bottes de tout occupant vous serre à la gorge. Et en toile de fond, l'écrivain ne marque pas de brosse, à petites touches, quelques-uns de ces paysages, ornés de temples, que les hommes de ma génération, en toute innocence, sont allés admirer à l'exposition coloniale.

Le décor est planté ! Je ne vous conterai pas son déroulement ni sa fin dramatique. Disons simplement que dans ce livre, l'histoire scrupuleusement évoquée renforce le récit, et que le récit éclaire l'histoire. Michel, après l'aventure qu'il nous conte, deviendra un écrivain. En lisant ces pages qu'il nous propose sur sa jeunesse, on ne peut pas s'empêcher de penser à Maxime Gorki, celui de En Gagnant mon pain ou à Henri Poulaille qui fut son ami. Un livre tendre, amer, un beau livre !

Maurice JOYEUX

CINÉMA

RAGTIME

(M. Forman) (1)

SUR les écrans, en ce moment, un film d'un Tchèque immigré aux Etats-Unis et qui, sortant du communisme à la russe ne trouve pas pour cela l'American Ways of Life à son goût. Après Vol au-dessus d'un nid de coucou, Hair, il revient avec un film chronique d'époque. Cette histoire double l'ascension d'Askenazie, juif polonais devenant une star d'Hollywood après avoir connu la misère la plus noire, mais surtout l'histoire de Colahouse Walker, noir-américain voulant faire triompher une idée juste de l'honneur face à un acte raciste et allant pour cela, après la mort de sa femme, jusqu'au terrorisme pour se reconnaître, est remarquable et nous change de la grisaille habituelle des films dits d'époque. Il faut avoir entendu la réponse faite par cet homme, humilié, condamné à la mort, au politicien réformiste noir venu lui proposer la médiation. Film sensible, cruel, mais surtout relativement lucide. Les hommes sont à facettes et non pas monopithiquement bons ou mauvais ; les femmes sont aussi respectées et disséquées par le regard quasi-chirurgical que le metteur en scène porte sur ces personnages. Un chef-d'œuvre, sûrement pas, mais un grand film humaniste et, je le pense, fort proche de l'apologie de l'action directe face aux réformismes de tous poils.

J.-C. Barrette.

(1) déjà l'auteur en Tchécoslovaquie d'une série de films qui lui valurent les pires ennuis.

LIVRES EN VENTE À PUBLICO

Japon : l'envers du miracle, Satoshi 45 F
Gdansk, la mémoire ouvrière, 1970-1980, Réats 55 F
La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre, Lacoste 30 F
L'Espagne occitane, Collectif 39 F
La renaissance des cultures régionales en Europe, Petrella 39 F



• MARIONNETTES :

Le Teatro Porcospino au Petit TEP : les 5 et 6 mars à 20 h 30 et le 7 à 15 h.

« Autre Théâtre », festival international de théâtre gestuel à la MJC de la Seine-Saint-Denis à Aulnay-sous-Bois (134, rue Anatole France). OK Doc, de Carlos Trafic (Argentine) le 5 mars à 20 h 30 ; Crac, de la Société des mimes cinglés (Tchécoslovaquie) les 6 et 7 à 20 h 30 ; journée pédagogique (par des écoles de mimes) le 7 à 15 h et à 22 h ; Gru-Gru II, de Henri Gruman (France) le 9 à 20 h 30 ; Séance frictions, du Théâtre de la mie de pain (France) le 10 à 15 h et Théâtre, de Raimondi et Caporossi (Italie), le 10 à 20 h 30.

Gros-Catin (tiré du roman d'Emilie Ajar) par et avec P. Lennhart : jusqu'au 10 avril, du mardi au samedi à 22 h 15 au Palais des Glaces (petite salle de théâtre).

• CONCERTS-CHANSONS :

Gaston Couté, par Bernard Meulien à la 25^e Heure à 22 heures (20 francs au lieu de 25 pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire).

Jean Guidoni : à la Maison de la Culture Pierre de Coubertin de Nevers (à 21 h).

Djamel Allam : au CAC (14, chemin de la Mouette) à Castelneau, le 4 mars à 21 heures.

François Béranger : le 4 mars à 21 h à la Maison du Peuple de Saint-Claude, et le 5 à 20 h 45 au Théâtre de Sochaux.

Meille chante Vitton, au café-théâtre de la 25^e Heure, du 3 au 13 mars, à 21 heures. (Réduction aux porteurs de la carte de Radio-Libertaire : 20 F au lieu de 25).

Pierron, le 13 mars au Théâtre municipal d'Evreux ; à signaler à la MJC, l'expo réalisée par nos camarades du Vent du Ch'min. A ces deux rendez-vous, vous trouverez les œuvres de Couté et tout ce qui a été écrit à son sujet.

Cuarteto Cedron : les 4 et 5 mars à la salle Action culturelle (21, rue de la Croix) à Freyming (21 h), et le 6 à la salle R. Desnos (Plaine des Jeux) à Ris-Orangis (21 h).

• CINÉMA :

4^e Festival international du cinéma du Tiers-Monde : au Ranelagh (5, rue des Vignes, Paris 16^e) : du 5 au 23 mars. Du mardi au jeudi à 18 h, 20 h et 22 h et du vendredi au lundi, de 14 h à 24 h (sauf le 21 mars : 14 h - 16 h - 18 h) ;

à la Alpha (23, rue P.-V. Couturier) à Argenteuil du 10 au 23 mars ; à la Maison pour Tous d'Elancourt : à 21 h, les 9, 16, 21, 23 et 26 mars.

Philippe

SÉLECTION

TÉLÉVISION

RADIO



— France-Culture : le 4 mars à 20 h : Pionniers à Ingolstadt, de Marie-Louise Fleisser. Cette pièce a provoqué en 1929 un des plus grands scandales du théâtre.

Le 7 mars à 14 h : La tête des autres, de Marcel Aymé. Une des critiques les plus ravageuses de la « justice ». Comparable aux Aveux les plus doux, de G. Arnard.

Le 7 mars à 17 h 35 : rencontre avec Naouel El Saadaoui, égyptienne, auteur qui traitera des tabous dans la société musulmane.

Le 8 mars à 21 h : La déclaration des droits de l'homme, de Jean Rivero. Des intentions et des actes.

— TFI : le 4 mars à 20 h 35 : La nuit du général Boulanger, de Frédéric Grendel et Hervé Bromberger. A Paris, le soir du 27 juillet 1889, le général Boulanger va-t-il oser prendre le pouvoir ?

Le 4 mars à 22 h 05 : Le fil de la planète. Le textile, un des ressorts essentiels de l'histoire.

Du 5 au 10 mars : programmes non-communiqués.

— A2 : le 4 mars à 16 h 40 : Simon Wiessenthal. L'homme qui, depuis 1945, traque les nazis aux quatre coins du globe.

Le 5 mars à 16 h 45 : La Renaissance : la liberté de l'esprit. Aujourd'hui, Luther, Copernic et Giordano Bruno.

Le 5 mars à 23 h : cycle l'URSS insolite : Aelia (1924), de Jacob Protozanov. Un document d'archives. La science-fiction traitée au cinéma dans les premières années du bolchévisme.

Le 6 mars : Carnets de l'aventure ; Siphon — I 455 : record du monde.

Une expédition spéléologique exceptionnelle.

Le 6 mars à 21 h 40 : début d'une série : Le village sur la colline. Première partie : Chavigny, 1906-1908. L'affrontement des Blancs et des Rouges.

Le 8 mars à 17 h : Itinéraires : Pérou. Imirumi et les enfants du monde.

Le 8 mars à 20 h 35 : Le journal d'une femme de chambre, d'Octave Mirbeau. Geneviève Fontanel, seule en scène, mise en scène par Jacques Destoop.

Le 9 mars à 20 h 35 : C'est arrivé demain, de René Clair. Une démystification philosophique du destin.

— FR3 : le 4 mars à 20 h 30 : Pour-quoi Israël ? Un film-reportage sans complaisance de Claude Lanzman sur Israël (1973).

Le 6 mars à 20 h 30 : Le nouvel appartement, de Goldoni. Peinture pleine de verve de la société vénitienne du XVIII^e siècle.

Le 8 mars à 20 h 30 : à l'occasion de la journée des droits de la femme : Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? (1975), de Coline Serreau.

Le 9 mars à 20 h 30 : Général, nous voilà ! L'ère vichyssoise, la Libération, l'immédiat après-guerre. De Harris et Sédouy.

Francisco Montaner et Nino Gema

IL y a maintenant de long mois, à l'occasion du passage de Francisco Montaner sur une scène parisienne, notre ami J.J. Julien écrivait ici même tout le bien que nous pensions de ce chanteur et de son compère Nino Gema, fantastique compositeur.

Aujourd'hui, les deux amis nous reviennent avec un nouveau disque (1), consacré au poète mexicain Octavio Paz. Que dire de plus, sinon confirmer la pleine réussite de cette association entre un talentueux créateur de mélodies et une voix faite pour elles.

Il paraît qu'Aznavour a fait son entrée dans la nouvelle édition du grand dictionnaire Larousse. N'y cherchez pas Francisco Montaner et Nino Gema, ils n'y figurent pas. Peu leur importe, sans doute ! A vous non plus, qui n'avez jamais confondu les honneurs avec le talent, et qui préférez partager notre émotion à l'écoute de Los novios, Mediodía, Dos cuerpas ou La rama.

Julien ROBIN

(1) Francisco Montaner chante Octavio Paz. Disque RCA, PL 37563. Il sera l'invité de Radio-Libertaire le jeudi 4 mars entre 18 et 22 h.

TOUTE capacité travailleuse étant, de même que tout instrument de travail, un capital accumulé, une propriété collective, l'inégalité de traitement et de fortune, sous prétexte d'inégalité de capacité, est injuste et vol ! »
(Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?*)

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, les privilégiés de l'ancien régime, les nantis de toujours comme les chiens de garde du système ont redouté un instant de faire les frais du changement annoncé et donc de voir leur gamelle se vider au rythme de la redistribution des richesses. Oh, certes, il ne s'agissait nullement d'une psychose comme à l'époque lointaine de la peur-panique du « rouge » au couteau entre les dents, mais... avec des socialistes-communistes discorant à perdre haleine sur la justice sociale, allez donc savoir de manière certaine de quoi demain pouvait être fait ! De la parole aux actes, surtout quand les miséreux sont susceptibles de croire ce qu'on leur raconte et d'exiger la matérialisation des promesses d'un moment, il n'y a souvent qu'un pas ! Celui du débordement, de la radicalisation des luttes et d'un processus révolutionnaire. Dans ces conditions, si rien ne permettait de penser qu'il y avait péril en la demeure (la bourgeoisie sait bien que les socialistes et les cocos n'ont pas l'intention de casser la baraque), tout incitait cependant à rester vigilants ! C'est bien connu, quand le peuple se met à espérer, on sait où ça commence, mais on ne sait jamais où ça finit !

Aujourd'hui, neuf mois après l'installation de la force tranquille dans les meubles du pouvoir, la sérénité est définitivement revenue dans les chaumières de la grande et petite bourgeoisie. Les nationalisés ont fait leurs comptes et le pactole dont on les a gratifiés les remplit d'aise. On serait rempli d'aise à moins ! Le père Dassault, cynique mais pas cinquoque, a même retrouvé une seconde jeunesse et joue à fond le jeu du changement en se payant des pleines pages de pub dans *Libé* ! Et quant aux gagne-petits du système de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, les cadres et autres bénéficiaires et profiteurs de la hiérarchie sociale, leurs craintes sont en passe de s'évanouir définitivement. Le changement, on le leur a dit, ne remettra pas en cause leur statut économique et social ! L'inégalité économique, pierre angulaire du capitalisme privé et d'Etat, demeurera !

Le mardi 23 février au soir, en effet, en quittant la rue de Varennes, les délégués des organisations syndicales (CGC, CGT, CFDT, FO, CFTC), représentant les ingénieurs, les cadres, les techniciens et les agents de maîtrise, avaient carrément le sourire. Après sept heures et demie de discussions « cordiales » avec le camarade Premier ministre, ils venaient de recevoir l'assurance que le gouvernement ne leur ferait pas payer la facture des miettes de justice qui sont distribuées au populo. Des engagements fermes ont été

DE CHACUN SELON SES CAPACITÉS... ... A CHACUN SELON SES BESOINS !

pris par le gouvernement concernant le maintien de la hiérarchie sociale et économique. La pression fiscale sur les cadres ne sera pas accentuée, la pérennité des caisses de retraites complémentaires sera assurée, une commission cadre sera constituée au sein de chaque comité d'entreprises, des congés formation seront proposés à ceux qui le désireront. Mieux, non content de les rassurer, Mauroy leur a fait comprendre que le socialisme les avait à la bonne. Dans cette optique, il a fait appel aux « cadres innovateurs et acteurs du changement » pour améliorer le dialogue social. Le dialogue, n'est-ce pas, c'est le premier pas vers une collaboration franche et loyale où chacun reste finalement sur ses positions. Et puis, pour dissiper une bonne fois pour toutes les craintes des frileux de la maîtrise, le Premier ministre n'a pas hésité une seconde à condamner hautement et clairement les « violences » à l'encontre des cadres et à réaffirmer son refus de « l'égalitarisme ». Bref, de la coexistence pacifique et du changement de type homéopatique, on est passé aux mamours, voire au flirt avec tous ceux qui sont depuis toujours installés confortablement aux étages supérieurs de la pyramide sociale !

Naturellement, certains ne manqueront pas de s'étonner de la bienveillance d'un gouvernement socialiste à l'encontre de ceux qui, à un degré ou à un autre, profitent du système. Ceux-là s'étonneront toujours de tout pour ne s'être jamais étonnés d'eux-mêmes.

Pour notre part, nous ne sommes nullement étonnés de l'attitude du gouvernement et des syndicats. C'est la logique profonde du réformisme que de se contenter d'arrondir les arêtes les plus tranchantes de l'intolérable, sans aucunement remettre en question l'exploitation de l'homme par l'homme, la hiérarchie sociale et économique et les inégalités de toute sorte. C'est tout à la fois son point fort et son point faible. Son point fort, car en cherchant à maintenir les choses en l'état et à satisfaire les revendications des uns et des autres, le réformisme, dans un premier temps, ne manque pas de se faire des amis. Son point faible, car très vite les illusions sont amenées à tomber au contact brutal des réalités. Entre les opprimés et les oppresseurs, les exploités et les exploités, les privilégiés et les laissés pour compte... il vient toujours un moment où il faut choisir !

En ce qui nous concerne, nous avons choisi depuis longtemps. Depuis toujours même. La révolution pour laquelle nous œuvrons sera marquée au fer rouge de l'égalité politique, économique et sociale. Nous pensons en effet qu'il est profondément injuste que certains, sous le prétexte de soi-disant capacités, profitent plus que d'autres de la vie. C'est injuste, et l'argumentation qui sous-tend un tel raisonnement est mensongère. En effet, un prolo est aussi indispensable à la vie sociale qu'un technicien, un ingénieur ou un médecin. Il est donc injuste que l'un ait un niveau de vie supérieur à l'autre. De plus, il est faux de dire que les études du « cadre » justifient cette inégalité sociale. D'une part, pendant que le « cadre » étudie, le prolo bosse et donc produit, et cela sans pour autant s'enrichir. Et d'autre part, le coût des études du cadre est toujours, à un degré ou à un autre, pris en charge par la collectivité.

En conséquence, nous persistons dans notre revendication d'une égalité absolue entre tous les hommes, quelle que soit leur place dans la production. En clair, un toubib ou un cadre doit gagner autant qu'un prolo. Et qu'on ne vienne pas nous dire que s'il en était ainsi personne ne voudrait plus faire d'études ou assumer de « lourdes responsabilités ». Le prestige social attribué à certaines fonctions fera que certains préféreront toujours être techniciens supérieurs plutôt que balayeurs.

Alors, camarades ministres, quand est-ce que vous donnez l'exemple en faisant passer vos salaires au niveau du SMIC ?

Jean-Marc RAYNAUD

UN proverbe affirme : « On n'est sûr que de deux choses : les impôts et la mort. » Pour le premier point, le percepteur se rappelle (pour l'impôt sur le revenu) au bon souvenir du contribuable chaque année. La feuille d'impôts, cette année, s'accompagne d'une lettre de Laurent Fabius, ministre délégué au Budget. Chacun aura pu en apprécier la saveur, surtout celle du dernier paragraphe : « Vous devez savoir que nous sommes désormais résolument engagés à vos côtés, vers une véritable et raisonnable réforme fiscale ». Quand on se rappelle qu'il y a seulement quelques semaines, Laurent Fabius a essuyé un véritable échec, dans son propre gouvernement, avec son projet d'impôt sur les grosses fortunes, on se demande s'il faut invoquer l'amnesie, l'hypocrisie ou l'imbécillité.

On peut d'ailleurs retrouver des propos identiques sur les déclarations d'impôts des années précédentes. C'est ainsi que Maurice Papon, prédécesseur de Fabius, écrivait en 1980 : « Par votre cotisation d'impôts sur le revenu, vous participez à l'effort de la France pour maintenir son rang dans le monde, si difficile et troublé qu'il soit. Vous participez à l'effort des Français pour soutenir l'activité économique, défendre l'emploi et améliorer le sort des moins favorisés. C'est pourquoi je vous demande de rédiger avec exactitude votre déclaration de revenus pour une juste répartition des charges publiques entre les contribuables. »

En dehors des contingences temporelles, il nous a semblé bon de rappeler la position des anarchistes sur la notion d'impôt en général, et nous avons choisi de reproduire l'article paru sur ce thème dans *L'Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure. Y. P.

Une certitude : les impôts

PROUDHON

Impôt : nom masculin (du latin imposium). Contribution exigée des citoyens pour assurer le service des charges publiques. Charge quelconque incombant à un citoyen pour le service de l'Etat.

Dans son *Système des Contradictions économiques*, Proudhon a magistralement décrit le caractère de l'impôt. Donnons-lui la parole :

« La théorie synthétique de l'impôt, c'est de faire vivre cette cinquième roue du char de l'humanité qui fait tant de bruit et qu'on appelle en style gouvernemental, l'Etat. L'armée, la police, ou leur moyen d'existence l'impôt, c'est, je le répète, le nom officiel de la chose qu'on désigne, en économie politique, sous le nom d'improductifs, en un mot de la domesticité sociale.

L'idée originaire de l'impôt est celle d'un Rachat. Comme, pour la loi de Moïse, chaque premier-né était censé appartenir à Jehovah et devait être racheté par une offrande, ainsi l'impôt se présente partout sous la forme d'une dîme ou d'un droit régulier par lequel le propriétaire rachète chaque année de l'Etat le bénéfice d'exploitation qu'il ne tient que de lui.

Tous les impôts se divisent en deux catégories : 1° l'impôt de répartition, ou de privilège : ce sont les plus anciennement établis ; 2° impôts de consommation ou de quotité, dont la tendance, en s'assimilant les premiers, est d'égaliser entre tous les charges publiques.

La première espèce d'impôts — qui comprend chez nous l'impôt foncier, celui des portes et fenêtres, les patentes et les licences, les droits de mutation, centimes deniers, prestations en nature et brevets — est la redevance que l'Etat se réserve sur tous les monopoles qu'il concède ou tolère. Sous ce régime, l'impôt n'est qu'un tribut payé par le détenteur au propriétaire ou commanditaire universel : l'Etat.

La deuxième sorte d'impôts comprend en général tous ceux que l'on désigne, par une espèce d'antiphrase, sous le nom de contributions indirectes, boissons, sels, tabacs, douane, en un mot toutes les taxes qui affectent directement le produit. Quoi qu'il en soit de la signification de l'impôt de répartition ou de l'impôt de quotité, une chose demeure positive et qu'il nous importe de savoir : c'est que pour la proportionnalité de l'impôt,

l'intervention du Souverain a été de faire contribuer les citoyens aux charges publiques au marc le franc des capitaux.

En deux mots, le but pratique et avoué de l'impôt est d'exercer sur les riches, au profit du peuple, une reprise proportionnelle au capital.

Or, l'analyse des faits démontre que l'impôt de répartition, l'impôt du monopole, au lieu d'être payé par ceux qui possèdent, l'est presque tout entier par ceux qui ne possèdent pas ; que l'impôt de quotité, séparant le producteur du consommateur, frappe uniquement sur ce dernier, ce qui ne laisse au capitaliste que la part qu'il aurait à payer si les fortunes étaient absolument égales ; enfin que l'armée, les tribunaux, la police, les écoles, les hôpitaux, hospices, maisons de refuge, les emplois publics, payés d'abord et entretenus par le prolétaire, sont dirigés ensuite contre le prolétaire ou perdus pour lui ; en sorte que le prolétaire qui, d'abord, ne travaillait que pour la classe qui le dévore, celle des capitalistes, doit travailler encore pour la caste qui le flagelle, celle des improductifs. »

L'impôt qui pèse lourdement sur le peuple — et qui, de quel façon qu'il soit prélevé, retombera toujours sur les épaules du peuple — l'impôt n'a de raison d'exister que dans les sociétés policées, étatisées. L'impôt n'existe que parce que la propriété, le salariat, le commerce, l'autorité — en un mot l'exploitation matérielle et morale de l'homme par l'homme — existent.

Contribution des citoyens aux charges publiques ? Non pas ! Contribution du prolétaire aux charges des institutions qui sont uniquement dirigées contre lui.

L'impôt sert à payer toute cette armée de gouvernants : députés, sénateurs, ministres et chefs d'Etat — ainsi que leur cohorte de fonctionnaires, employés d'administration, flics, mouchards, soldats, qui vivent de leur nocivité. L'impôt sert non seulement à payer les improductifs, il sert encore à faire vivre les destructeurs. L'impôt fait vivre l'armée, les fabriques de munitions ; l'impôt rend seul possible les guerres ruineuses et dévastatrices. L'impôt, c'est ce dont l'Etat frustre le consommateur au profit de la mort, de la répression et de cet abus de confiance qu'est la politique.